



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Mardi 15 juillet.

RDC : 1 400 combattants FDLR attendus à Kisangani. Mille quatre cents combattants rwandais des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) et quatre mille deux cents de leurs dépendants sont attendus « prochainement » au Centre technique de bataillons (CTB) à Kisangani. Ce centre aménagé hébergera provisoirement ces rebelles en provenance du Nord et du Sud-Kivu qui ont accepté volontairement de déposer les armes. Ils seront ensuite acheminés vers des pays d'accueil, a précisé le représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'Onu chargé des opérations de l'Est de la RDC, le général Abdallah Wafy.

Goma: début du contrôle de permis séjour pour étrangers. La police des étrangers de la Direction générale des migrations (DGM) a lancé mardi 15 juillet à Goma (Nord-Kivu) l'opération de contrôle des permis de séjour pour les étrangers, particulièrement les ressortissants des pays de la région des Grands Lacs. Ceux d'entre eux qui étudient ou travaillent en RDC et ne possèdent pas encore ce document, seront soumis au paiement des amendes, préviennent les responsables de la DGM.

Kinshasa: vers une hausse de prix du transport en commun ? La commission tarifaire du transport en commun indique avoir saisi le gouverneur de la ville de Kinshasa pour convoquer une réunion pour un éventuel réajustement du prix du transport. L'un des membres de cette commission, Henri Lusumbu, indique que cette commission doit se réunir pour statuer sur le prix du transport quand celui de l'essence augmente d'au moins 10%. Depuis la fin de la semaine passée, le litre de l'essence est passé 1 400 à 1 475 francs congolais. Une hausse de 5%.

Sud-Kivu : Deux morts dans un affrontement entre milices Maï-Maï. Deux personnes ont été tuées et plusieurs autres gravement blessées au cours d'un affrontement entre les milices Maï-Maï Raia Mutomboki et Mai-Mai Kirikicho la nuit du lundi 14 au mardi 15 juillet à Ziralo, à plus de 80 km au sud-ouest de Minova, dans le Sud-Kivu. Selon le président de la société civile locale, Kakuru Butumike, l'absence de l'armée dans ce groupement est à la base des exactions commises par ces forces négatives. Il demande au gouvernement de s'occuper de la sécurisation de cette zone pour le bien de ses habitants.

Katanga : la Société civile du Tanganyika accuse les forces de sécurité de tracasseries. La société civile du Tanganyika (Socitang), dans le Katanga, accuse les forces de sécurité d'être la source de plusieurs cas de tracasseries. L'armée, de son côté, dédouane ses hommes et pointe du doigt la Police de circulation routière (PCR). Quant à la police, elle dit poursuivre ses enquêtes avant de se prononcer sur ces allégations de tracasseries.

Kasaï-Oriental: paralysie des activités économiques à Mwene-Ditu. Les activités économiques sont paralysées depuis plusieurs jours dans la ville de Mwene-Ditu à environ 130 km au sud de Mbuji-Mayi. Les opérateurs économiques locaux n'ont pas ouvert leurs établissements, protestant contre les «tracasseries» de la Direction provinciale des Recettes (DPR).

Kasaï-Oriental : des voleurs armés opèrent à Bipemba. Plusieurs cas de vols armés sont enregistrés depuis environ trois mois dans la commune de Bipemba dans la ville de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). Dans la nuit de lundi à mardi dernier, des hommes armés non identifiés ont cambriolé plusieurs maisons du quartier Ngeleka Kanguvu, ont déploré les habitants qui ont indiqué que ces hommes armés ont emporté de l'argent et d'autres biens de valeur.

RDC : lancement du projet de construction des parcs agro-industriels. Le président de la République, Joseph Kabila, a officiellement lancé mardi 15 juillet à Bukanga Lonzo (Bandundu), le projet de construction des parcs agro-industriels qui devront être implantés dans toutes les provinces de la RDC. « Avec le lancement aujourd'hui du premier parc agro-industriel pilote de Bukanga Lonzo, le gouvernement de la République tend à passer à la

vitesse supérieure dans la relance du secteur agricole de notre pays », a affirmé Jean-Chrysostome Vahmwiti. Le parc de Bukanga Lonzo est un projet pilote. Le gouvernement compte multiplier ces projets sur toute l'étendue de la RDC, a précisé le ministre. A en croire la même source, les parcs agro-industriels vont également créer un système efficace de production alimentaire qui permettra à la majorité de Congolais d'avoir accès à une alimentation équilibrée. « La RDC dispose d'un énorme potentiel agricole avec au moins 80 millions d'hectares de terres arables. Une diversité climatique et un réseau hydrographique permettant à la RDC de développer une variété de culture », a ajouté Jean-Chrysostome Vahmwiti. Pour le ministre, ce projet devra également permettre à la RDC de satisfaire les besoins de consommation intérieure et de devenir un important exportateur des produits alimentaires à moyen terme. « Le niveau de production agricole reste actuellement très bas et ne permet pas de freiner la malnutrition et l'insécurité alimentaire. Cela parce que les agriculteurs pratiquent une agriculture de subsistance », a déploré le ministre de l'Agriculture. Jean-Chrysostome Vahmwiti a souhaité que cette agriculture soit « modernisée en vue d'accroître la productivité pour répondre au défi de l'insécurité alimentaire ». Environ six millions d'enfants congolais âgés de moins de cinq ans souffrent de la malnutrition aiguë, selon le rapport du plan national d'investissement agricole publié en mars dernier. (Radio Okapi)

Kinshasa : des débordements constatés après la publication des résultats de l'Examen d'Etat. Après la publication des résultats de l'Examen d'Etat, plusieurs lauréats de l'édition 2014 se sont livrés à des comportements excessifs. Certains se sont déversés toute la nuit dans les artères de la capitale-sur des motos ou perchés sur des voitures roulant à vive allure-avec beaucoup de tapage. Des actes qui ont privé le sommeil aux habitants de beaucoup de quartiers. D'autres ont rempli les bars où ils se sont enivrés de bière. Et pourtant la veille, une communiqué du gouvernement provincial de Kinshasa mettait en garde les lauréats contre tout débordement sur la voie publique.

Téléphonie : le Rwanda, le Kenya et l'Ouganda abolissent leurs frontières. À partir du 1er septembre prochain, le Rwanda, le Kenya et l'Ouganda vont abolir les frontières existant entre eux, en matière de téléphonie. Les trois États ont lancé, le 08 juillet dernier, en marge du 6e sommet "Intégration du corridor nord", l'initiative "One-network-ara". En vertu de cet accord – qui devrait être étendu au Soudan du Sud à partir du 31 décembre 2014 – les appels téléphoniques entre ces pays seront facturés au coût des communications locales. De même, les coûts de roaming seront supprimés entre les quatre États parties de cette convention. Plus concrètement, cela signifie que les abonnés au téléphone mobile circulant à travers ces pays bénéficieront des mêmes tarifs de communication que ceux appliqués pour les communications locales dans le pays de visite. Baisse de 60 % des couts de communication. Selon le communiqué publié sur le site du gouvernement rwandais, "les opérateurs de téléphonie mobile devront renégocier leurs accords bilatéraux pour assurer la mise en œuvre complète de l'accord aux dates indiquées". Toujours selon la même source, l'application de cette mesure devrait entraîner une baisse moyenne de 60% des coûts de communication entre les pays membres de l'accord, "ce qui devrait accroître les échanges et le commerce transfrontaliers" dans cette région. (Jeune Afrique)

Mercredi 16 juillet.

Bunia: Electroximo cherche 150 000 USD pour remplacer les câbles électriques volés. Electroximo, l'unité de l'entreprise minière Sokimo qui alimente la ville de Bunia et sa périphérie en électricité, a besoin de plus de 150 000 dollars américains pour remplacer les 4 000 mètres de câbles électriques volés la semaine passée entre la centrale hydro-électrique de Budana et Nizi. Son directeur, Jacques Kisémba, l'a annoncé mardi 15 juillet au commissaire du district de l'Ituri, Jean Robert Moyemba. Ce dernier lui aurait promis de s'impliquer pour trouver une solution à ce problème.

RDC: attaqués par des Mai-Mai à Nzovu, 600 pygmées se réfugient à Kabalo-Centre. Une forte tension règne depuis mardi 15 juillet soir à Kabalo-centre situé à 300 km à l'ouest de Kalemie, à la suite d'un conflit communautaire dans cette partie du Nord du Katanga. Plus de six cents pygmées viennent de trouver refuge dans une école de la place. Ils ont été attaqués dans la localité de Nzovu-Monde par un groupe qui se dit Mai-Mai composé de bantous.

La Société civile force de l'Orientale dit «non» au cantonnement des FDLR à Kisangani. La Société civile force de l'Orientale s'oppose au cantonnement des rebelles rwandais des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) à Kisangani (Province Orientale). Cette structure réagit à l'annonce par la Monusco du prochain cantonnement de 1400 de ces rebelles, qui ont volontairement déposé les armes, au Centre technique de bataillons (CTB) de Kisangani. Pour René Sileki, expert et membre de la Société civile force de l'Orientale, il serait plus rationnel de les retourner au Rwanda, leur pays d'origine.

Ituri : controverse autour des travaux de voirie urbaine réalisés par I et I. Les travaux de réhabilitation de la voirie publique réalisés par l'entreprise Ingénierie et Innovation (I et I) sont au centre d'une polémique en Ituri. La société civile se plaint de la lenteur de ces travaux dont certains ont été lancés depuis plus d'une année. Elle demande au gouvernement provincial de ne pas accorder de nouveaux marchés à cette entreprise. L'entreprise incriminée accuse la société civile d'être instrumentalisée pour la discréditer

Katanga: 600 habitants de Kyazo en errance appellent à l'aide. Le chef de la localité Kyazo dans la chefferie Museka, territoire de Malemba Nkulu, au Katanga appelle les autorités provinciales à sécuriser cette localité afin de faciliter son retour et celui de la population locale. Son village, qui a été incendié à trois reprises depuis 2009, est à ce jour vidé de ses six cents habitants, a indiqué le chef Kyazo mardi à Lubumbashi. Cette situation fait suite au conflit coutumier qui oppose le chef Kyazo au chef de chefferie Museka. Le premier accuse le second de «chercher à [le] destituer et y placer quelqu'un d'autre». Il a par ailleurs appelé à l'aide de l'Etat pour ses anciens administrés, dont certains «vivent dans des mauvaises conditions en brousse, sans soins de santé.»

RDC : L'Onu salue la nomination d'un responsable de la lutte contre le viol. L'ONU a salué mardi la nomination, longtemps attendue, d'une responsable chargée, au plus haut niveau de l'Etat, de lutter contre les violences sexuelles en République démocratique du Congo, pays particulièrement touché par ce fléau. Cette nomination «marque une nouvelle ère dans la lutte contre la violence sexuelle liée aux conflits et le recrutement et l'utilisation d'enfants» en RDC, estiment la représentante spéciale de l'ONU sur les violences sexuelles en conflit, Zainab Hawa Bangura, et la représentante spéciale des Nations unies pour les enfants et les conflits armés, Leila Zerrougui. Le président congolais Joseph Kabila a nommé le 9 juillet au poste de conseillère spéciale en matière de lutte contre les violences sexuelles et le recrutement d'enfants Jeannine Mabunda Lioko Mudiayi, qui était jusque-là député. Il avait annoncé la création de ce poste auprès de la présidence en octobre 2013. (Jeune Afrique)

Walikale: la population invite l'armée à se déployer dans les localités occupées par des milices. La population de Walikale (Nord-Kivu) invite les Forces armées de la RDC (FARDC) à se déployer dans les localités contrôlées par des combattants Raïa Mutomboki et Kifuafua, tel que convenu dans l'acte d'engagement d'Itebero, signé en août 2013. Ces groupes armés avaient alors pris la décision de déposer les armes, au terme de quatre jours des discussions avec certains notables de Walikale. Ce qui n'a toujours pas été fait. Cette population demande aussi le rétablissement de la base des casques bleus à Itébero.

Massacre de Mutarule: des élus du Sud-Kivu rencontrent des acteurs politiques et civils. Des députés élus du Sud-Kivu discutent depuis le lundi 14 juillet à Bukavu avec des acteurs de cette province au sujet du massacre de Mutarule, qui a fait une trentaine de morts en juin dernier. La mission parlementaire a rencontré mercredi 16 juillet des autorités locales et des responsables de la police. La veille, elle a rencontré une délégation de 15 membres de la société civile avec qui elle a aussi parlé des problèmes auxquels est confrontée la province du Sud-Kivu.

Rutshuru : deux journées ville morte pour réclamer l'arrestation d'un bandit. Une journée ville morte a été observée mercredi 16 juillet dans les principales agglomérations du territoire de Rutshuru au Nord-Kivu. La société civile locale a indiqué que cette manifestation s'étendra jusqu'à jeudi pour exiger l'arrestation de M. Emmanuel Biricho alias Manoti, considéré comme bandit de renom. Ce dernier a été arrêté il y a une semaine par la population mais relâché récemment par l'auditorat militaire de Goma, précise la même source.

La découverte de caches d'armes est fréquente dans l'ex-fief du M23, selon la Monusco. L'armée congolaise et les forces de la Monusco découvrent fréquemment des caches d'armes dans l'ancien territoire occupé par la rébellion du M23 au Nord-Kivu, a indiqué mercredi 16 juillet le porte-parole militaire de la Monusco, le colonel Felix Bass. Il réagissait ainsi à des rumeurs de réorganisation de ces rebelles suscitées par la découverte d'une importante cache d'armes à Chanzu, la semaine dernière. Selon le colonel Bass, il s'agit bel et bien d'armes abandonnées par les rebelles du M23 dans leur fuite.

RDC: 171 rebelles rwandais FDLR seront transférés à Kisangani. Environ cent soixante-onze rebelles rwandais des FDLR seront transférés à Kisangani (Province Orientale) en provenance du Nord et Sud-Kivu. Le porte-parole intérimaire de la Monusco, Charles Bambara, a affirmé que c'est sur décision du gouvernement que ce transfert sera effectué. Il s'est exprimé mercredi 16 juillet au cours de la conférence de presse hebdomadaire des Nations unies.

Jeudi 17 juillet.

RDC: 171 rebelles rwandais FDLR seront transférés à Kisangani. Environ cent soixante-onze rebelles rwandais des FDLR seront transférés à Kisangani (Province Orientale) en provenance du Nord et Sud-Kivu. Le porte-parole intérimaire de la Monusco, Charles Bambara, a affirmé que c'est sur décision du gouvernement que ce transfert sera effectué. Il s'est exprimé mercredi 16 juillet au cours de la conférence de presse hebdomadaire des Nations unies.

Katanga : 16 morts dans un accident de circulation à Bungubungu. Seize personnes sont mortes dans un accident de circulation survenu mercredi 16 juillet à la hauteur du village Bungubungu à 40 kilomètres de Likasi (Katanga). Des témoins affirment qu'un camion a percuté les kiosques érigés le long de la route, occasionnant la mort de ces personnes. Ce grand camion en provenance de Lubumbashi se dirigeait vers Likasi. Il transportait des sacs de ciment.

Maniema : la Lizadeel plaide pour la construction d'une école et d'un hôpital à Beteswahi. La Ligue de la Zone Afrique de défense des droits de l'Enfant et de l'Elève (Lizadeel) plaide pour la construction d'une école et d'un centre de santé dans la localité de Beteswahi au Maniema. Ce village qui compte environ 3 000 habitants n'en dispose pas. Ce qui, selon la coordonatrice provinciale de la Lizadeel, Rosette Mangaza, contraint les enfants à vivre dans l'oisiveté et oblige les patients à parcourir de longues distances pour se faire soigner.

Equateur: le ministère de Finances accusé de ne pas payer de loyer depuis 4 mois. Les agents de la Société commerciale des postes et télécommunications (SCPT) accusent le ministère provincial des Finances de ne pas payer le loyer du bâtiment de l'Hôtel des postes depuis quatre mois. Le ministère loue ces locaux où il a installé ses services. Les agents de la SCPT, impayés depuis 158 mois, affirment vivre des primes qui leur sont payées grâce à la location de l'Hôtel de postes.

La publication des résultats de l'Examen d'Etat par Vodacom fait des mécontents. Le gouvernement congolais a confié à Vodacom Congo l'exclusivité de la publication des résultats de l'Examen d'Etat. A Kinshasa, environ 600 000 candidats devraient dépenser chacun autour de 1,25 dollars américains pour accéder à leurs résultats. Selon le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP), les bénéficiaires de cette opération sont repartis entre le Trésor public, le ministère de l'EPSP et l'entreprise Vodacom Congo. Cependant, certains lauréats estiment que ce système coûte plus cher que la publication dans les journaux.

Sud-Kivu: 1 200 personnes fuient les accrochages entre deux groupes armés à Ziralò. Environ 1 200 personnes ont fui, depuis lundi 14 juillet, les accrochages répétés entre les Maï-Maï Raïa Mutomboki et Kirikicho, dans les localités de Bushugulu, Matutira, Bunyangungu et Charamba, dans le groupement de Ziralò (Sud-Kivu). Selon le président de la société civile locale, Cikuru Butumike, ces habitants se réfugient vers les localités Bunje, Mianda, et Tushunguti-centre qui ne sont pas encore touchées par ces affrontements armés.

RDC: la loi sur le fonctionnement des communes n'a jamais été appliquée. La loi régissant le fonctionnement des communes, entrée en vigueur depuis 2008, n'a jamais été appliquée faute d'élections à la tête de ces entités décentralisées. Selon cette loi, la commune devrait être dirigée par un conseil communal et un collège exécutif communal. Le premier organe est chargé de concevoir le programme d'activités de la commune, et le deuxième, présidé par le bourgmestre, l'exécute. Pour le bourgmestre de Makala, Mussa Abdul Razac, la non application de cette loi entrave le développement des communes.

Ituri: 85 armes à feu récupérées des mains des civils à Djugu. Quatre-vingt-cinq armes à feu ont été récupérées des mains des civils, à Djugu (Province Orientale), dans le cadre de la campagne de désarmement volontaire des civils dans le district de l'Ituri. Cette collecte d'armes, qui s'est clôturée samedi 12 juillet à Djugu, a duré 15 jours. Le PNUD, qui appuie cette campagne, estime que le nombre d'armes est inférieur à celui attendu.

Nord-Kivu: les miliciens de Cheka pillent la société Mining Processing of Congo à Bisié. Les miliciens de Nduma Défense of Congo (NDC) de Cheka ont pillé, mercredi 16 juillet, la société minière Mining Processing of Congo (MPC) dans la localité de Bisié, située à 167 km à l'Ouest de Goma (Nord-Kivu). Selon des sources concordantes, ces assaillants ont emporté plusieurs biens de valeur de cette société dont les médicaments et les stocks de nourriture.

Élections en RDC : une coalition des opposants réclame un dialogue inclusif. La Coalition des patriotes pour la République (CPR), une nouvelle plate forme politique de l'opposition, réclame la tenue d'un dialogue inclusif des acteurs politiques du pays pour le cycle électoral 2014-2016. A l'occasion de sa sortie officielle mercredi 16 juillet, le CPR estime que le calendrier de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) donne l'impression de prolonger le mandat du pouvoir en place. En rapport avec le calendrier du cycle électoral publié par la Ceni, la CPR propose une faisabilité du calendrier électoral global type qu'il dit soumettre au débat critique pour un consensus apaisé. « Le calendrier partiel proposé par la Ceni donne l'impression de se préoccuper davantage de la continuation du pouvoir en place et non l'organisation des élections dans le respect de la constitution en vigueur », a déclaré le président du Congrès des démocrates pour le progrès social (CDPS), Xavier Beltchika Kalubie. La Ceni a publié lundi 26 mai le calendrier des élections urbaines, municipales et locales. Cet échéancier contient trois grandes dates: le 14 juin 2015, jour du scrutin des conseillers des communes, des secteurs et des chefferies ; le 29 août 2015, jour du vote des conseillers urbains, des bourgmestres et des chefs des secteurs, et enfin le 15 octobre 2015, prévu pour le scrutin des maires et maires adjoints. Mais ce calendrier ne fait pas l'unanimité. La communauté internationale, les opposants politiques et l'Eglise catholique rejettent cet échéancier et propose un « calendrier complet. (Radio Okapi)

Sud-Kivu : la Croix rouge a remis des vivres à plus de 4 000 déplacés de Mutarule. Le comité international de la Croix rouge (CICR) a remis jeudi 17 juillet des vivres à plus de quatre mille déplacés de Mutarule qui ont trouvé refuge à Sange (Sud-Kivu). Selon la chargée de communication de cette structure, Sylvie Pellet, la distribution de cette assistance doit durer trois jours.

DC: MSF a soigné plus de 200 victimes de violences sexuelles à Niania. L'ONG Médecin sans frontière (MSF) a, depuis deux mois, soigné plus de deux cents femmes victimes de violences sexuelles dans la cité de Niania, à 350 km de Kisangani (Province Orientale). Le coordonnateur pool d'urgences de MSF à Bunia, David Boucherie, a indiqué que les personnes traitées développaient des traumatismes qui nécessitent un suivi psychologique.

Kinshasa : deux ONG sensibilisent la population à la justice internationale. Les ONG Culture pour la paix et la justice (CPJ) et Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) sensibilisent la population à la justice internationale et la lutte contre l'impunité. A l'occasion de la commémoration de la journée de la Justice pénale internationale jeudi 17 juillet, ces deux structures ont affirmé que les auteurs des atrocités dans le monde finiront par « être rattrapés ».

Sud-Kivu: 12 personnes auraient été abattues dans un carré minier. Douze personnes auraient été abattus samedi 12 juillet lors d'une incursion armée dans le carré minier de Maweka, situé dans le secteur de Ngandja, à 45 km de Fizi-centre (Sud-Kivu). Le chef milicien Yakutumba accuse les forces loyalistes d'avoir commis ce crime. Des sources de renseignement proches de la 10e région militaire réfutent cette information, estimant qu'elle est dénuée de fondement. Elles affirment en revanche que les Fardc ont capturé treize hommes armés dont trois rebelles des Forces nationales pour la libération du Burundi (FNL), un des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) et neuf Mai-Mai Yakutumba, à l'issue d'une opération menée, du 8 au 15 juillet, dans cette contrée. Des personnes capturées ont été acheminées à Bukavu, et elles se trouvent présentement au camp Saïo. (Radio Okapi)

Vendredi 18 juillet.

Equateur : les membres du cabinet du gouverneur priés de « rester à la maison ». Dans une note circulaire datée du mercredi 16 juillet, le vice-gouverneur de l'Equateur, Sébastien Impeto, « demande à tous les membres du cabinet du gouverneur de la province, tant le personnel politique que d'appoint, de rester à la maison jusqu'à nouvel ordre ». Le vice-gouverneur assume l'intérim du gouverneur de l'Equateur parti se faire soigner à l'étranger. La note circulaire n'explique pas les raisons de la décision du vice-gouverneur.

Katanga: 25 personnes meurent de cholera à Kimwenze. Vingt-cinq personnes sont décédées de cholera sur les 91 cas enregistrés, en l'espace de cinq jours, au Centre de traitement de Kimwenze, localité située à 300 km au Nord-Est de Lubumbashi (Katanga). Selon les sources médicales, le Centre de santé de Kimwenze est dépourvu d'intrants et d'équipements adéquats pour la prise en charge correcte de plus de 66 malades admis aux soins.

Nord-Kivu : lourdes peines de prison pour des militaires coupables de viols. Le tribunal militaire garnison de Beni-Butembo a condamné mercredi 14 juillet 12 militaires des Forces armées de la RDC à des peines allant de 7 à 20 ans de prison pour viol sur des mineures. Ces condamnations ont été prononcées à l'issue d'audiences foraines organisées à Kasindi, à 100 km environ à l'Est de Beni-ville (Nord-Kivu), deux semaines plus tôt. Deux autres militaires ont été condamnés à des peines d'un à 15 ans de prison pour d'autres crimes, dont le meurtre.

Ituri: 7 morts à la suite de la peste bubonique à Logo. Sept personnes sont mortes, entre le 25 juin et le 10 juillet, des suites de la peste bubonique et pulmonaire dans la zone de santé de Logo, en territoire de Mahagi, en district de l'Ituri (Province Orientale). Le directeur de laboratoire de surveillance et de lutte contre cette maladie en Ituri, docteur Christophe Shako, a livré ces chiffres vendredi 18 juillet à Radio Okapi.

Nord-Kivu: 3 creuseurs artisanaux arrêtés après l'attaque de Mining processing of Congo. La police a arrêté trois creuseurs artisanaux soupçonnés d'avoir pillé des biens de la compagnie minière Mining processing of Congo (MPC), attaquée mercredi 16 juillet dans la localité de Bisié par des présumés combattants de la milice de Cheka. Selon l'administrateur du territoire de Walikale (Nord-Kivu), les trois personnes ont été appréhendées pendant qu'elles transportaient des appareils électroniques et d'autres biens appartenant à l'entreprise minière.

Bas-Congo : des chauffeurs des poids lourds détournent leurs propres cargaisons. La police nationale congolaise (PNC) de Matadi (Bas-Congo) révèle l'existence d'un réseau de chauffeurs de camions poids lourds qui détournent leurs propres cargaisons, en complicité avec des bandits armés. Ces chauffeurs prétextent alors avoir été victimes d'attaques armées. Au cours d'un point de presse tenu jeudi 17 juillet à Matadi, le commissaire divisionnaire de la PNC/Matadi, le général Philémon Patience Mushid Yav, a rapporté qu'une dizaine de cas ont été déjoués grâce à la vigilance de la police et de la population.

Nord-Kivu : l'auditeur militaire de garnison de Rutshuru a été suspendu. L'auditeur de garnison de Goma (Nord-Kivu) ainsi que son 1er substitut ont été suspendus par l'auditeur général dans l'affaire de la libération, il y a quelques jours, par l'auditorat militaire de Goma d'un criminel présumé de grand renom. Cette libération avait provoqué mercredi 16 juillet de grandes protestations au sein de la population à Rutshuru et Kiwanja. Les deux magistrats militaires ont été rappelés à Kinshasa pour répondre de cette affaire.

Kinshasa: 100 femmes opérées gratuitement de myome. L'Eglise kimbanguiste a opéré gratuitement, du 25 juin au 18 juillet à Kinshasa, une centaine de femmes qui souffraient d'appendicite, de myome ou kyste ovarien. Le responsable du Centre hospitalier kimbanguiste, docteur Moïse Lelo, dit n'avoir pas pu opérer d'autres femmes (environ 87), à cause de certaines difficultés éprouvées au cours de cette campagne : «Les difficultés, il y en a eu d'ordre financier, logistique et matériel. Nous étions dépassés de par notre capacité d'accueil, il n'y avait pas assez de lits pour garder toutes les femmes opérées.

Kinshasa appelé à enquêter sur des allégations d'armement de jeunes burundais dans l'Est de la RDC. Les organisations de la société civile et des médias au Burundi ont déposé vendredi 18 juillet une pétition à l'ambassade de la RDC à Bujumbura. Elles exigent que le gouvernement de Kinshasa enquête sur des allégations d'entraînement et d'armement de jeunes burundais dans l'Est de la RDC. Cette situation fait parler d'elle depuis avril dernier. L'ambassade de la RDC a réceptionné, sans faire de commentaires, cette pétition avant de la remettre à la présidence du Burundi ainsi qu'aux bureaux l'Union africaine et de l'Onu à Bujumbura.

Shabunda: trois villages désertés suite aux combats entre factions de Raïa Mutomboki. Depuis trois jours, les habitants de Biangama, Lumba et Kinzanza dans le territoire de Shabunda désertent leurs villages, fuyant des affrontements entre deux factions de la milice Raïa Mutomboki à Biangama. Deux personnes ont été tuées et une autre grièvement blessée au cours de ces combats, a indiqué jeudi 17 juillet le chef de poste d'encadrement administratif de Biangama, Mupenda Winyangi. Les biens de la population ont été volés et les habitants des villages Biangama, Lumba et Kinzanza sont dans la brousse. «Leurs villages sont transformés en champ de bataille par les différentes fractions des Raïa Mutomboki», a souligné le chef de poste d'encadrement administratif de Biangama. Ces deux groupes armés rivaux, dirigés par les seigneurs de guerre Ngandu et Sisawa, se disputent le contrôle du carré minier Tiankindu, situé à environ 80 km au Nord de Shabunda-centre, ont précisé des sources locales. Mupenda Winyangi sollicite par ailleurs l'implication des autorités politico administratives du Sud-Kivu pour le retour de la paix à Biangama et les environs. (Radio Okapi)

Samedi 19 juillet.

Loi d'amnistie : Julien Paluku appelle les bénéficiaires à se manifester. Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, a appelé vendredi 18 juillet toutes les personnes éligibles à l'obtention de l'amnistie, selon la loi du 11 février 2014, de se présenter auprès des services de sécurité avant l'expiration du délai, le 17 août prochain. Ces candidats pourraient ensuite recevoir les fiches d'engagement qui leur permettront de bénéficier de cette mesure. Une délégation du gouvernement et de la communauté internationale s'est rendu au Rwanda pour se rapprocher des membres de l'ancienne rébellion du M23 devant aussi en bénéficier.

André Mbata publie «Hommages à Nelson Mandela. Leçons de leadership pour les dirigeants...». Le professeur André Mbata a présenté vendredi 19 juillet son ouvrage intitulé «Hommages à Nelson Mandela. Leçons de leadership pour les dirigeants africains et du monde présents et à venir». C'était à l'occasion de la célébration de la journée des Nations Unies dédiée à Nelson Mandela et organisée par l'Institut pour la Démocratie, la gouvernance, la paix et le développement en Afrique (IDGPA), en partenariat avec la Monusco, à l'Université de Kinshasa (Unikin).

Kinshasa : la police met en garde contre les troubles à l'ordre public. Le commissaire général de la police à Kinshasa, le général Célestin Kanyama, met en garde la population kinoise contre les troubles à l'ordre public. Dans un entretien avec Radio Okapi, le numéro un de la police à Kinshasa a notamment invité les Kinois à respecter les règles de circulation routière. Il a aussi invité les victimes de tapages diurnes et nocturnes à se plaindre auprès de ses services.

Sud-Kivu : les FDLR exigent d'inspecter au préalable le lieu de leur relocalisation. Le gouvernement congolais a affrété samedi 19 juillet un Boeing 727 pour le transport des rebelles rwandais des FDLR de leur centre de cantonnement actuel, au Sud-Kivu, vers un autre à Kisangani, en Province Orientale. Ces combattants exigent cependant qu'une de leur équipe se rende au préalable sur le lieu de la relocalisation pour se rendre compte de sa viabilité. Une délégation du gouvernement provincial a été diligentée à Walungu pour trouver un terrain d'entente.

Kolwezi : le quartier Joli Site pollué par des émanations chimiques de l'entreprise KCC. Les odeurs nauséabondes qui émanent de l'usine de traitement chimique de l'entreprise minière KCC rendent invivable le quartier Joli Site, à Kolwezi, dans le Katanga. Les habitants de ce quartier affirment avoir mené plusieurs démarches auprès des responsables de cette entreprise, en vain. Au cours d'une rencontre cette semaine, ces derniers se sont finalement engagés à trouver une solution rapide à cette situation. Près de 70 familles habitent le quartier joli site. Sur ce site, construit à l'entrée de la cité minière de Kolwezi, les passants sont accueillis par de mauvaises odeurs, de jour comme de nuit. Ces familles craignent les diverses pathologies pouvant être causées par

cet environnement malsain. Les tenanciers de petits restaurants affirment avoir perdu tous leurs clients. Ces derniers n'ont pas supporté de manger ou boire dans un tel environnement. (Radio Okapi)

Djugu : la communauté Lendu exige le départ de l'administrateur du territoire. Des centaines de membres de la communauté Lendu ont manifesté vendredi 19 juillet pour exiger le départ de l'administrateur du territoire de Djugu, en Ituri (Province Orientale). Ils l'accusent d'abus de pouvoir, notamment pour avoir révoqué un de leurs compatriotes. De son côté, l'administrateur incriminé parle d'une solidarité dans le mal. Selon lui, la personne révoquée, un chef de secteur, est suspectée du détournement de 11 000 dollars américains.

RDC: l'article 220 de la constitution peut être révisé par voie référendaire, selon Richard Muyej. Le projet de loi relative à la révision constitutionnelle proposé par le Gouvernement ne porte pas sur les matières verrouillées à l'article 220 de la constitution, a réaffirmé samedi 19 juillet le ministre de l'Intérieur, Richard Muyej, devant les bourgmestres et chefs de quartier de la ville de Kinshasa. Il a toutefois indiqué que cet article, qui ne permet pas à Joseph Kabila de briguer un troisième mandat, peut être modifié par voie référendaire.

Congrès de l'UNPC: les journalistes congolais appelés à revaloriser leur métier. Les journalistes congolais sont invités à se remettre en question pour restituer à la profession ses lettres de noblesse ternies par des «moutons noirs». L'interpellation a été faite par tous les intervenants à l'ouverture des travaux du 8e congrès de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC) samedi 19 juillet à Kinshasa. Congrès essentiellement électif, il consistera durant trois jours, notamment en la requalification de l'UNPC, renouvellement de ses structures et du mandat de ses dirigeants.

Dimanche 20 juillet.

Katanga: des milliers de déplacés fuient les combats entre Fardc et miliciens à Moseka. Des milliers de déplacés fuient, depuis trois jours, les combats entre les Forces armées de la RDC et les Mai-Mai Bakata Katanga dans la chefferie de Moseka, en territoire de Malemba Nkulu (Katanga). Des sources locales ont livré cette information, samedi 19 juillet, sans avancer le nombre de ces déplacés qui se ruent vers les localités de Kibambo, Kyolo, Nkisha et Lumbule.

Le RCD/KML de Mbusa Nyamuisi s'oppose à la relocalisation des FDLR à Kisangani. Le Rassemblement congolais pour la démocratie/Mouvement de libération (RCD/K-ML) s'oppose à la relocalisation des rebelles des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), à Kisangani (Province Orientale). Le parti politique d'Antipas Mbusa Nyamwisi a livré sa position, samedi 19 juillet, au cours d'une conférence de presse, à Kinshasa. «La place des FDLR se trouve au Rwanda. Qu'on puisse les rapatrier au Rwanda. Si la communauté internationale trouve qu'on peut encore les protéger d'une manière ou d'une autre, ce n'est pas au Congo, où ces combattants ont déjà commis de dégâts énormes dans le Kivu», s'insurge le député national Koloso Sumaïli, cadre du RCD/KML. Il accuse ces combattants rwandais d'avoir commis, depuis 20 ans, de diverses exactions sur les populations civiles dans l'Est de la RDC sans que la communauté internationale trouve une solution appropriée à cette situation. (Radio Okapi)

RDC: Jed plaide pour la viabilisation économique des médias. L'ONG Journaliste en danger (Jed) plaide pour la viabilisation économique des entreprises de presse et la professionnalisation des journalistes congolais. Le secrétaire général de cette structure, Tshivis Tshivuadi, a lancé son appel, samedi 19 juillet, à l'ouverture des travaux du 8e congrès de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC), à Kinshasa. Il a souhaité voir la profession de journalistes soit débarrassée «des moutons noirs», donc de non journalistes qui ternissent l'image de la profession par des comportements indignes. «Il y a un problème qu'on ne peut pas ignorer, c'est celui de l'assainissement de la profession, envahie par des gens qui n'ont rien n'avoir avec le journalisme. Ce congrès est également une occasion pour que les journalistes puissent être interpellés sur leur responsabilité dans la société », a indiqué Tshivis Tshivuadi. Pour le secrétaire général de Jed, la question de dépénalisation de délit de presse n'aura aucun sens, si nous n'avons pas de journalistes responsables de leur profession et qui savent respecter les normes et principes directeurs de leur métier. Il a par ailleurs soutenu l'initiative du ministre des Médias, Lambert Mende qui estime que la dépénalisation des délits de presse ne doit pas constituer une immunité pour les journalistes qui devront répondre de leurs actes devant les tribunaux. En 2013, l'ONG Jed avait plaidé pour qu'une proposition de loi relative à l'accès à l'information soit votée à l'Assemblée nationale. Pour Tshivis Tshivuadi, la liberté de la presse suppose aussi le droit d'aller chercher l'information auprès des sources. (Radio Okapi)

Katanga: 800 pygmées se réfugient à Kabalo-centre, après l'attaque d'une milice. Environ 800 pygmées ont, depuis quelques jours, abandonné leurs localités pour se réfugier à Kabalo-centre, à plus de 1000 km de Lubumbashi (Katanga). Ils fuient les attaques attribuées à une milice des jeunes bantous qui brûlent leurs habitations. Des auteurs de ces assauts portent des jupes cousues en raffia, des gris-gris autour des cous et des armes composées de flèches empoisonnées, selon des sources locales.

Bas-Congo: 13 500 Congolais expulsés de Pointe-Noire. Environ 13 500 Congolais sont expulsés, depuis deux semaines, de Pointe-Noire, dans le cadre de l'opération Mbata ya Mikolo (traduisez en français : gifle des aînés), menée par la police du Congo-Brazzaville. Le coordonnateur de la société civile du Bas-Congo, Valentin Vangi, a indiqué samedi 19 juillet, que ces expulsés sont enregistrés à la frontière de Kimpangala dans le territoire de Tshela, à près de 300 km à l'Ouest de Matadi (Bas-Congo).

Une commission mixte annoncée à Kisangani pour visiter les sites d'accueil des FDLR. Une commission mixte composée de la Monusco, du gouvernement congolais et des FDLR devra se rendre à Kisangani (Province Orientale) lundi prochain pour visiter les sites d'accueil des ex-rebelles rwandais qui ont volontairement déposé leurs armes. La décision a été prise samedi 19 juillet à l'issue d'une rencontre ayant réuni à Bukavu au Sud-Kivu tous les représentants des organisations impliquées dans ce processus.

Katanga : la SNCC exige la réhabilitation de son bateau Sendwe. La Société nationale de chemins de fer (SNCC) du Katanga réclame la réhabilitation de son bateau Sendwe. Le directeur de département région des grands lacs de cette entreprise, Oscar Mutompwela a indiqué dimanche 20 juillet qu'un accord avait été signé en 2012 avec l'entreprise minière Mining mineral ressources pour réhabiliter cet engin. Deux ans après, rien n'est fait, se plaint-il.

Lundi 21 juillet.

L'UDPS réaffirme son opposition à la révision constitutionnelle. « En politique ce ne sont pas les lois qui changent mais bien le régime », a affirmé dimanche 20 juillet Me Mulunda Astia, le secrétaire exécutif chargé de la Justice et des droits humains de l'UDPS au Katanga. Il réagissait aux propos du ministre de l'Intérieur Richard Muyej qui a soutenu la veille que l'article 220 de la Constitution peut être modifié par voie référendaire. Cette disposition dite verrouillée interdit de modifier l'article sur les mandats du président de la République.

Lubumbashi: seuls 20% de véhicules ont une assurance automobile. A Lubumbashi (Katanga), seuls 20% de véhicules ont payé l'assurance automobile. La directrice urbaine de la Sonas à Lubumbashi, Aiméance Muleka Kisonde, a livré ces chiffres, dimanche 20 juillet, une semaine après le début de l'opération de recouvrement forcé de la Société nationale d'assurances (Sonas). Les agents de l'Etat chargé de contrôler l'assurance automobile traquent également les véhicules qui ne sont pas passés au contrôle technique et ceux qui n'ont pas de vignette ainsi que la taxe de stationnement. Près de 40 points de contrôle ont été placés sur différentes artères de la ville, obligeant plusieurs automobilistes non en règle à garer leurs véhicules. (Radio Okapi)

RDC: Kasonga Tshilunde élu président de l'UNPC. Kasonga Tshilunde, éditeur du journal L'éveil, a été élu président de l'Union de la presse du Congo (UNPC), lundi 21 juillet aux petites heures du matin. Les participants aux travaux du 8ème congrès de l'UNPC ont adopté la veille le rapport d'activités du comité sortant avant d'élire le nouveau comité de ce syndicat.

Sud-Kivu : des miliciens occuperaient deux positions Fardc à Fizi. Des combats auraient opposé dimanche 20 juillet des militaires congolais aux miliciens Maï-Maï Yakutumba dans les localités de Lusombe et Kasaka à Fizi (Sud-Kivu). Des sources locales indiquent qu'à l'issue des combats, les miliciens ont pris le contrôle de deux positions des Forces armées de la RDC dans ces deux localités situées au bord du lac Tanganyika. Ces affrontements ne sont pas confirmés par des responsables de l'armée.

Nord-Kivu: échauffourées entre policiers et creuseurs artisanaux, 7 morts. Des échauffourées entre la police des mines et des creuseurs artisanaux ont fait samedi 19 juillet au moins 7 morts et une dizaine des blessés par balles dans le site minier de Rubaya à Masisi (Nord-Kivu). Des sources locales qui livrent cette information indiquent que ces accrochages ont été causés par la mort d'un responsable de l'association des creuseurs artisanaux. Ces sources rapportent que ce responsable de l'association des creuseurs artisanaux est mort samedi vers 3 heures du matin dans un cachot de la police. Il aurait été tué après avoir tenté de s'enfuir. Furieux, les creuseurs ont ensuite brûlé le bureau de la police, confie un habitant. Il s'en serait alors suivi une bagarre au cours de laquelle des creuseurs ont réussi à ravir quelques armes aux policiers. Un échange de tirs aurait alors éclaté. Des sources locales parlent d'au moins sept morts, dont un policier, et dix-sept blessés, dont deux femmes. Les blessés sont soignés à l'hôpital de Rubaya. (Radio Okapi)

Sud-Kivu: un chef local sollicite le déploiement des Fardc à Ziralo. Le chef de la localité de Mianda, Justin Mirindulo Mihono, dans le groupement de Ziralo demande aux Forces armées de la RDC (FARDC) de se déployer dans cette partie du Sud-Kivu, en proie aux Maï-Maï Raïa Mutomboki et Kirikicho. Il a lancé son appel, lundi 21 juillet, au cours d'un entretien avec la presse locale. Ce notable accuse les groupes armés de créer l'insécurité à la suite de l'absence, depuis trois ans, des Fardc, de la police, de service de l'Agence nationale de renseignements (ANR) et d'autres autorités locales.

Kasaï-Oriental: 3 morts dans un accident de circulation à Tshala. Trois personnes ont été tuées et sept autres grièvement blessées dans un accident de circulation survenu dans la nuit de samedi 19 juillet à la hauteur de la cité

de Tshaka (Kasaï-Oriental). Un passager a été porté disparu, affirment des sources concordantes. Une panne technique, le mauvais état de la route et la surcharge seraient à la base de l'accident de ce camion qui revenait de la localité de Tshitoyo avec des produits de récoltes dont les sacs de maïs et de haricot.

Vers une reprise de travail à la SNCC. Le Gouvernement et la délégation syndicale de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) ont signé le week-end dernier à Kinshasa un pacte social, par lequel les deux parties s'engagent pour la reprise du travail après plusieurs jours de grève. Cependant, le président de la délégation syndicale, Victor Umba Ilunga, n'a pas voulu donner le mot d'ordre de reprise à partir de Kinshasa.

Katanga : des bandits se font passer pour des éléments de la Garde républicaine. Le commandant de la Garde républicaine au Katanga, colonel Kabwe Doudou, affirme qu'un réseau de bandits se fait passer pour des éléments de la Garde républicaine pour discréditer cette unité de l'armée. Il l'a déclaré dimanche 20 juillet à Lubumbashi à l'occasion de l'arrestation d'un faux officier qui se faisait passer pour un capitaine de la Garde républicaine.

Expulsés de Brazzaville : le site de Maluku sera fermé la semaine prochaine. Tous les expulsés de Brazzaville réunis au site de Maluku, à Kinshasa, devraient être rentrés dans leurs provinces la semaine prochaine. Des expulsés originaires de l'Équateur et de la Province Orientale attendaient lundi 21 juillet leur embarquement au port de l'Onatra. Selon le secrétaire général du ministère des Affaires sociales, le site de Maluku sera fermé la semaine prochaine.

Sud-Kivu: la société civile sollicite une enquête sur l'assassinat de 6 personnes à Maweka. La société civile de Fizi demande à l'administrateur de ce territoire du Sud-Kivu de diligenter une enquête sur l'assassinat, depuis une semaine, de six creuseurs artisanaux dans un carré minier situé dans la forêt de Gandja. Le secrétaire général de cette structure, Apolo Msambya, a lancé cet appel, lundi 21 juillet, au cours d'un point de presse à Baraka-centre.

Vingt Congolais en procès à Pretoria. Vingt ressortissants de la République démocratique du Congo (RDC) accusés de complot visant à assassiner le président Joseph Kabila seront jugés lundi à Pretoria, en Afrique du Sud. Leur jugement se tient 17 mois après leur arrestation. Il est prévu pour durer six semaines. Des défenseurs des droits de l'homme ont indiqué à l'AFP qu'ils redoutaient qu'il ne soit pas vraiment équitable. Selon l'accusation, une liste de personnes à abattre a été retrouvée dans l'ordinateur de l'un d'eux. Y figurait le nom du président Kabila. L'accusation s'est opposée en 2013 à leur remise en liberté sous caution. Elle estimait que les accusés représentaient une menace pour l'Afrique du Sud et pour la RDC. (BBC)

Mardi 22 juillet.

RDC : plus de 6 000 enfants ont été victimes de violences en trois ans. Plus de 6 000 enfants congolais ont été victimes de violences entre janvier 2010 et décembre 2013, révèle un rapport des Nations Unies lancé lundi 21 juillet à New York sur l'impact des conflits sur les enfants en République démocratique du Congo. Martin Kobler, le représentant spécial de Ban Ki-moon en RDC a exhorté le gouvernement à poursuivre et à traduire en justice les auteurs de ces actes odieux.

La RDC à nouveau autorisée à exploiter le bois Afromosia sans restriction. La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore en voie d'extinction (Cites) a levé la mesure fixant à 25.000 mètres cubes le plafond du volume de bois Afromosia exploitable chaque année par la RDC. Le pays peut désormais exporter ce bois sans aucune restriction. Selon le ministre de l'Environnement, Tourisme et Conservation de la nature, Bavon N'sa Mputu Elima, c'est le résultat des efforts fournis par son gouvernement dans l'encadrement et la surveillance du marché de ce bois. C'est depuis 2007 que la Cites internationale avait exprimé son inquiétude sur l'exportation du bois Afromosia venant de la RDC, explique le ministre. En 2012, le secrétariat général de la Cites a donc recommandé la suspension du commerce du bois Afromosia venant de la RDC. C'est le 30 juin dernier que la Cites a finalement saisi la direction congolaise de la conservation de la nature de la levée de cette interdiction. En novembre dernier, deux cargaisons de bois en provenance de la RDC avaient été saisies en Allemagne suite à une alerte de Greenpeace. Selon l'ONG environnementale, cette saisie constituait le premier cas d'application du nouveau règlement européen sur le bois depuis son entrée en vigueur le mois de mars 2013. Quelques mois plus tôt, c'est 40 mètres cubes de bois sciés Afromosia qui avaient aussi été saisis à Anvers, en Belgique, selon le ministre Bavon N'sa Mputu. Ce dernier avait annoncé l'ouverture d'une enquête sur ces exportations illégales de bois en provenance de la RDC, promettant de prendre les «mesures rigoureuses qui s'imposent» au terme de cette enquête. (Radio Okapi)

Province Orientale: le gouvernement provincial veut relancer la production du coton. La Province Orientale veut relancer la culture du coton. Le gouvernement provincial a décidé de créer la Société agricole du Bas Uélé qui va produire cette matière. La nouvelle entreprise va acquérir la Compagnie de développement du Nord (Codenord) qui produisait du coton pour la Société textile de Kisangani (Sotexki). Créée en 1987, la Codenord fournissait à la Sotexki la matière première produite dans ses usines implantées dans certaines localités du district du Bas Uélé. Mais elle est tombée en faillite et a été mise en liquidation par le gouvernement congolais. La Sotexki a également

vu sa production baisser sensiblement notamment à cause des difficultés d'approvisionnement, des conflits armés et de la concurrence étrangère. Le gouvernement provincial veut relancer cette entreprise, en assurant son approvisionnement en coton et en trouvant des marchés. (Radio Okapi)

Report du procès des Congolais arrêtés en Afrique du Sud. La séance du procès des vingt congolais arrêtés en Afrique du Sud est renvoyée au 28 juillet prochain. Ils sont accusés de tentative de coup d'État. Selon le procureur, cette décision a été prise après concertation des deux parties pour permettre d'examiner la plainte de la défense qui dénonce le mauvais traitement des accusés par les autorités de la prison où ils sont détenus.

Isangi : des conflits fonciers risquent d'entraver l'opération de cartographie électorale. Les multiples conflits fonciers et des limites des entités administratives risquent d'empêcher le bon déroulement de l'opération de la cartographie électorale de la Ceni dans le territoire d'Isangi, à l'Ouest de Kisangani (Province Orientale). Le chargé de communication de la coordination de la société civile locale, Perez Bolengelaka, a exprimé cette inquiétude lundi 21 juillet, à l'occasion de la clôture de la formation des agents préposés à la collecte des données de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni).

Nord-Kivu: le gouvernement provincial suspend les activités minières à Bisié. Le gouvernement provincial du Nord-Kivu a décidé au cours du conseil de ministres du lundi 21 juillet de suspendre « jusqu'à nouvel ordre » les activités minières dans le site minier de Bisié. Cette mesure est prise cinq jours après l'attaque des installations de l'entreprise Mining processing of Congo (MPC) situées à Bisié. Les auteurs et les mobiles de cette attaque ne sont toujours pas connus.

RDC : le calme revient après des tirs autour du camp Tshatshi. Des coups de feu ont été entendus ce mardi 22 juillet en début d'après-midi au Camp Tshatshi à Kinshasa. Le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende, a déclaré qu'un groupe d'assaillants a tenté de faire incursion dans ce camp militaire, siège du ministère congolais de la Défense. Il a indiqué que l'attaque a été maîtrisée et que le calme est revenu. Interrogé sur l'identité des assaillants, le porte-parole du gouvernement a affirmé attendre un rapport des services spécialisés.

Kisangani: le site de transit des FDLR inspecté par une délégation venue de Kinshasa. Un groupe d'anciens rebelles des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) qui ont volontairement désarmé devrait arriver ce mardi 22 juillet à Kisangani (Province Orientale). C'est ce qu'ont révélé les membres d'une délégation venue de Kinshasa pour inspecter le site de transit où seront installés ces ex-miliciens qui viennent du Nord et Sud-Kivu. Cette délégation était composée notamment des responsables de l'Agence nationale de renseignements (ANR) et des hauts responsables militaires et politiques. Après avoir visité le site d'hébergement temporaire des ex-FDLR, les membres de cette délégation ont discuté avec le comité provincial de sécurité. Ils ont déclaré que ces ex-combattants et leurs dépendants viennent des centres de Walungu (Sud-Kivu) et Kanyabayonga (Nord-Kivu) où ils étaient regroupés depuis leur désarmement volontaire. Ces ex-rebelles seront cantonnés au centre d'entraînement technique des bataillons des Fardc à 10 Km du centre-ville de Kisangani. Les membres de la délégation venus pour inspecter ce centre de transit ont réaffirmé que ce site n'est pas le lieu de cantonnement final des ex-FDLR. Ces derniers y seraient regroupés avant leur rapatriement ou leur envoi dans un autre pays d'accueil. (Radio Okapi)

Province Orientale : 40 enfants morts de paludisme en 2 mois à Logoge. Plus de 40 enfants âgés de 0 à 5 ans sont morts de paludisme entre juin et juillet 2014 dans le groupement Logoge, en Province Orientale. Dans un communiqué transmis à la presse lundi 21 juillet à Isangi, à 125 Km à l'Ouest de Kisangani, des chefs coutumiers ont exprimé leur inquiétude face à la persistance de cette maladie. En outre, les populations paysannes, incapables de payer les frais du centre de santé, continuent à faire "soigner" leurs enfants chez les féticheurs.

Nord-Kivu : 2 700 déplacés de Kirumba reçoivent des vivres du Pam. Le Programme alimentaire mondial (Pam) a commencé lundi 21 juillet à distribuer des vivres à plus de 2 700 déplacés de Kirumba, à 176 Km de Goma, au Nord-Kivu. Ces déplacés, réunis au sein de la mutualité Bunakima, ont fui les exactions commises par les Maï-Maï Cheka et Pareco dans le territoire de Walikale. Chaque ménage de déplacés a bénéficié de 30 kg de farine de maïs, 9 kg de pois, 2 litres d'huile et 0,35 kg de sel de cuisine.

Province Orientale : les habitants d'Aru et d'Ariwara réclament l'électrification de leurs cités. Des habitants de la cité d'Aru et de la localité d'Ariwara réclament l'électrification de ces deux agglomérations du territoire d'Aru en Province Orientale. Pendant la campagne électorale de 2011, le président Joseph Kabila avait promis d'électrifier Aru et Ariwara. Des poteaux et des câbles électriques avaient été installés le long des artères de ces deux agglomérations.

Kinshasa : 48% des femmes pratiquent l'allaitement exclusif, selon l'Unicef. Le nombre de femmes à Kinshasa qui nourrissent leurs enfants exclusivement au sein, jusqu'à 6 mois, a doublé en 10 ans. Il est passé de 24% en 2001 à 48% à 2014. La représentante de l'Unicef en RDC, Barbara Bentein, l'a affirmé au cours d'un café de presse organisé mardi 22 juillet à Kinshasa, en prévision de la semaine mondiale de l'allaitement maternel en août prochain. Pour elle, l'allaitement maternel est un des moyens clé pour un bon début de la vie d'un enfant.

Mercredi 23 juillet.

Aéroport de Goma : la Monusco offre une caserne anti-incendie à la RVA. L'aéroport international de Goma dispose désormais d'une caserne anti-incendie, don de la Mission de l'Onu pour la stabilisation en RDC (Monusco). Cette caserne remise mardi 22 juillet à la Régie des voies aériennes (RVA) comprend notamment deux véhicules de 9 000 litres chacun, une ambulance et d'autres équipements d'intervention en situation d'urgence. La Monusco a en outre formé au moins 30 sapeurs-pompiers de la RVA et de la protection civile du gouvernorat à l'utilisation de ces équipements. Elle s'est engagée à les rémunérer pendant deux ans.

Congrès de l'UNPC : résolutions à la pelle. Le gouvernement de la RDC est appelé à soutenir les entreprises de presse dans la production de l'information à faible coût. C'est la principale recommandation formulée à l'issue du 8e congrès de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC) dont les travaux se sont déroulés du 19 au 21 juillet derniers à Kinshasa. Ces assises ont permis de renouveler l'équipe dirigeante de cette corporation des journalistes. Les congressistes ont aussi demandé au gouvernement de ressusciter l'industrie du papier pour répondre aux besoins immenses des médias. L'UNPC a également invité l'exécutif national à plaider pour revoir à la baisse le nombre de taxes et de baisser des redevances audiovisuelles imposées aux médias. En septembre 2012, les responsables des médias audiovisuels avaient déploré « le montant exorbitant » qu'ils payent pour la redevance, soit 24 000 dollars américains par an. A l'issue de leur congrès, les journalistes congolais ont par ailleurs proposé la multiplication des ateliers de renforcement des capacités sur le respect des règles d'éthique et de déontologie professionnelle. Quant aux congressistes eux-mêmes, ils sont invités à cotiser annuellement et obligatoirement un montant de 20 000 Fc (21,7 dollars). Les congressistes ont réaffirmé la nécessité pour les journalistes de faire preuve d'un sens aigu de responsabilité et du respect des règles d'éthique et de déontologie. Les organes de presse sont de leur côté appelés à se conformer aux dispositions légales pour leur fonctionnement. (Radio Okapi)

Katanga: toujours pas de reprise de travail à la SNCC. Malgré la signature d'un pacte social de solidarité avec le gouvernement le samedi 19 juillet dernier, les travailleurs de la Société nationale de chemin de fer du Congo (SNCC) n'ont toujours pas repris le travail. Ils veulent connaître le contenu de ce pacte avant de se prononcer sur une éventuelle reprise de travail après plusieurs jours de grève.

Province Orientale : des jeunes protestent contre le transfert des FDLR à Kisangani. Des jeunes réunis au sein du « Collège des délégués des structures des jeunes » refusent le transit provisoire des ex-rebelles rwandais des FDLR à Kisangani en province Orientale. Ils ont déposé un mémorandum mardi 22 juillet au gouverneur Jean Bamanisa et à la Mosnuc pour manifester leur mécontentement. Ils évoquent notamment le problème sécuritaire et la psychose qui se créerait auprès de la population avec la présence des FDLR à proximité de la ville. L'hébergement des FDLR ternirait de plus en plus les relations diplomatiques entre le Rwanda et la RDC, et rappellerait les préjudices causés par la guerre de six jours entre les armées rwandaise et ougandaise à Kisangani [en 2000, NDLR] et créerait également une insécurité croissante, soutiennent-ils. Dans leur mémorandum, ils disent ne pas être opposés au processus de désarmement, démobilisation, rapatriement, réinsertion et réintégration des FDLR mais ils souhaitent que ces anciens combattants retournent au Rwanda. (Radio Okapi)

Province Orientale: baisse des recettes douanières à Aru. Les recettes douanières ont baissé à Aru à la frontière avec l'Ouganda. La douane a enregistré une baisse de recettes de 8 millions de dollars américains entre la première moitié de l'année passée et la première moitié de cette année. Au bureau de la Direction générale des douanes et assises (DGDA), on observe moins d'engouement cette année. Les importateurs se font plus rares.

Kindu: plus de la moitié de détenus sont malades. L'ONG Médecin chrétiens au service des prisonniers (MCSP) indique qu'environ 207 détenus sur les 402 de la prison de Kindu souffrent du paludisme, tuberculose, hernie, diarrhées, filariose, des maladies dermatologiques et des infections respiratoires aiguës. Cette structure qui a avancé ces chiffres mardi 22 juillet parle d'un taux de 50% de pensionnaires malades dans cet établissement carcéral.

Equateur: la société civile appelle à la reprise des activités à l'Assemblée provinciale. La société civile de l'Equateur (Socipeq) plaide pour la reprise des travaux à l'Assemblée provinciale de cette province suspendus depuis trois mois par le gouvernement de la République. Au cours d'une conférence de presse mardi 22 juillet à Mbandaka, chef-lieu de province, le coordonnateur de cette structure, Fabien Mungunza, a estimé que la levée de cette mesure permettra une gouvernance équilibrée.

Sud-Kivu: plus de 1 000 cas de cholera enregistrés en 6 mois à Uvira. L'Inspection provinciale de santé du Sud-Kivu a enregistré, en six mois, environ 1 000 cas de cholera dont six décès dans la zone de santé d'Uvira. Le chargé de communication de cette structure, Henry Ramazani, a livré ces statistiques, mardi 22 juillet, au cours du lancement des enquêtes d'identification des problèmes de persistance de cette maladie dans la cité d'Uvira.

RDC: l'Onu recense 1 214 violations de droits de l'homme au 1er semestre 2014. Le Bureau conjoint des Nations unies chargé des droits de l'homme (BCNUDH) rapporte mille deux cents quatorze violations des droits de

l'homme en RDC de janvier à juin 2014. Scott Campbell, directeur de ce bureau, l'a annoncé mercredi 23 juillet au cours de la conférence de presse hebdomadaire des Nations unies à Kinshasa. Selon lui, des agents de la police, de l'armée, et de l'Agence nationale des renseignements (ANR) sont responsables de 49% de ces violations.

Sécurité aérienne : «La volonté politique est plus que forte», assure le ministre Kalumba. «Si jadis la volonté politique avait fait défaut dans la gestion de la sécurité aérienne dans notre pays, je suis venu vous dire que, aujourd'hui, cette volonté politique est plus que forte», a déclaré mercredi 23 juillet le ministre des Transports et Voies de communication, Justin Kalumba. Au cours d'un atelier ouvert ce jour à Kinshasa, le ministre a estimé opportun de mobiliser des ressources pour pallier les insuffisances du secteur de la sécurité aérienne en RDC. Le ministre Justin Kalumba a expliqué que ses efforts dans ce domaine paraissent insuffisants, notamment suite à «l'insuffisance des ressources humaines, matérielles et financières». Il s'est réjoui de la participation, à cet atelier, de décideurs et autres partenaires «prêts à soutenir les efforts que déploie la RDC pour assainir complètement le secteur de l'aviation civile». L'atelier de trois jours a été organisé par l'Autorité de l'Aviation Civile et ses partenaires, avec pour thème «Améliorer la sécurité aérienne en RDC par l'assainissement du secteur de l'aviation civile». (Radio Okapi)

Ituri: 6 millions d'euros pour financer la construction des infrastructures sanitaires. L'Union européenne a décaissé 6 millions d'euros pour financer la construction des infrastructures sanitaires dans sept zones de santé de l'Ituri. Ce projet vise à réduire le taux de mortalité infantile et maternelle dans ce district. Le gestionnaire de ce projet au ministère congolais de la Santé, docteur Simbi Ahadi, l'a annoncé mardi 22 juillet à Bunia.

Sud-Kivu : 9 morts dans un accident de circulation à Natongulu. Neuf personnes ont été tuées et 10 autres blessées mardi 22 juillet dans un accident de circulation à Natongulu, à 20 Km au Sud de Fizi-centre (Sud-Kivu). Des témoins rapportent qu'à l'approche d'un pont, le conducteur du véhicule n'a pas réussi à réduire sa vitesse. Le camion qui venait d'Uvira vers Misisi s'est renversé. Le propriétaire du camion est décédé sur le coup. Le conducteur est grièvement blessé.

RDC: des expulsés de Brazzaville parmi les assaillants du camp Tshatshi, affirme Mende. Au lendemain de l'attaque contre le camp militaire Tshatshi à Kinshasa mardi 22 juillet, le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende, affirme que des expulsés de Brazzaville ont été identifiés parmi les assaillants. Mais il a précisé qu'il fallait «approfondir les choses pour ne pas dire les choses à tort et à travers».

Isangi: création d'un noyau d'observateurs de la légalité de l'exploitation du bois. Le Réseau ressources naturelles (RRN) dans la Province Orientale a mis en place lundi 21 juillet les noyaux d'observateurs indépendants de la légalité de l'exploitation et de la commercialisation du bois dans six entités des districts de la Tshopo et de l'Ituri. Selon Cyrille Adebu, responsable de cette structure, le noyau d'observation indépendante des forêts est composé des membres des ONG environnementales. Le travail d'observation indépendante, a affirmé Cyrille Adebu, va aider les communautés locales, les autorités et les partenaires à savoir comment les revenus issus de l'exploitation et commercialisation des bois profitent au trésor public et aux populations riveraines. Concrètement, le Réseau va d'identifier les endroits, où on est en train de couper le bois et s'assurer que les exploitants disposent des documents requis. Sur ces documents, la superficie exploitée notamment devrait apparaître, selon la même source. (Radio Okapi)

Jeudi 24 juillet.

Industrie extractive: la RDC doit publier son rapport 2012 d'ici décembre. La RDC s'atèle à publier son rapport de l'exercice 2012 avant le 31 décembre prochain pour éviter une éventuelle exclusion de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) comme en avril 2013. Le pays a récemment été déclaré conforme par l'ITIE qui trace les déclarations de paiement d'impôts et taxes dans le secteur de l'industrie extractive (mines et hydrocarbures). «La RDC a été déclarée pays conforme par l'ITIE. Cependant, pour maintenir cet acquis, le pays doit publier le rapport de l'exercice 2012 avant le 31 décembre prochain. Sinon, tous ces efforts seront nuls et le pays pourrait même être exclu définitivement du processus», a déclaré mercredi 23 juillet le coordonnateur de l'ITIE en RDC, Mack Dumba. Il a affirmé que le processus continue sur des bases un peu plus claires pour prouver que la RDC applique réellement les principes de transparence et les exigences de l'ITIE. (Radio Okapi)

CIRGL : les chefs d'Etat réfléchissent à une politique régionale de l'emploi pour les jeunes. Les chefs d'États de la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs (CIRGL) sont attendus jeudi 24 juillet à Nairobi (Kenya) pour un sommet presque entièrement consacré à l'emploi des jeunes dans la région. Ce sommet extraordinaire a été précédé d'un forum des jeunes et d'une réunion des ministres de la Jeunesse, Emploi et des Affaires étrangères de la CIRGL. Selon le secrétaire permanent de la CIRGL, Alphonse Ntumba Luaba, la population de la sous-région des Grands Lacs est majoritairement jeune, et cette jeunesse est frappée par un taux élevé de chômage. Pour Ntumba Luaba, les Etats de la CIRGL doivent créer un fonds de promotion d'entrepreneuriat des jeunes. «Il faut que l'État lui-même aussi puisse encourager les jeunes à s'associer, non seulement dans chaque pays, mais même les jeunes de la région peuvent s'associer pour créer des entreprises», a-t-

il estimé. La signature d'une déclaration de politique générale dans la région sur l'emploi des jeunes devrait sanctionner se commet. Le secrétaire permanent de la CIRGL invite les États membres à traduire cette déclaration par des mesures d'accompagnement, notamment budgétaire. Ils devront mettre sur pied des facilités de crédits pour les jeunes et promouvoir l'entrepreneuriat, a-t-il expliqué. Pour lui, la mobilisation des ressources et l'efficacité des mesures d'accompagnement restent des défis à relever. (Radio Okapi)

Election législative partielle à Befale. L'élection législative partielle à Befale dans la province de l'Equateur a débuté jeudi 24 juillet dans la matinée. Selon la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), 15 candidats sont en lice pour occuper le siège de cette circonscription électorale qui n'est pas représentée à l'Assemblée nationale depuis l'annulation des résultats de 2011 pour fraude.

La RDC appelée à relancer sa production agricole. La 4^e conférence économique de la RDC, qui s'est clôturée mercredi 23 juillet à Kinshasa, a fait plusieurs recommandations visant à favoriser la relance de la production agricole dans les chefferies, secteurs et territoires du pays. Les conférenciers ont demandé notamment au gouvernement d'assurer la cohérence entre les actions du pouvoir central et celles des provinces; d'améliorer le système bancaire, la fourniture en énergie dans les milieux ruraux en vue de la transformation et la conservation des produits agricoles.

Sud-Kivu : les ex-FDLR conditionnent toujours leur relocalisation à Kisangani. Prévu ce jeudi 24 juillet, le transfert des ex-rebelles FDLR regroupé à Walungu vers Kisangani n'a pas eu lieu. Ces ex-combattants disent attendre le feu vert de leurs supérieurs. Ces derniers avaient conditionné tout transfert par une inspection préalable du site d'accueil de transit de Kisangani. Le gouvernement congolais et les FDLR ne se seraient pas encore entendus sur les modalités d'organisation de cette opération de transfert.

Nord-Kivu: plus de 33 000 nouveaux déplacés internes enregistrés en juin. Plus de trente-trois mille nouveaux déplacés internes ont été recensés en juin dernier dans la province du Nord-Kivu, selon le bulletin hebdomadaire du Bureau de coordination des affaires humanitaires (Ocha) publié mercredi 23 juillet. Cette agence des Nations unies indique que les opérations militaires contre les groupes armés, l'activisme de ces groupes et des bandits armés sont à l'origine de cette situation.

Kolwezi: les creuseurs artisanaux sommés d'arrêter l'exploitation minière à Kasulo. Le gouvernement provincial du Katanga accorde un délai d'un mois aux creuseurs artisanaux pour qu'ils mettent fin à leurs activités dans le site minier de Kasulo, en territoire de Kolwezi (Katanga). Le ministre provincial de l'Intérieur du Katanga a pris cette mesure, mercredi 23 juillet, au cours d'une rencontre avec le maire de Kolwezi, les représentants de certains services de l'état ainsi que ceux des creuseurs artisanaux.

Kasaï-Oriental : les ONG plaident pour l'augmentation du budget alloué à la santé. Le Conseil national des ONG de la Santé (Cnos) du Kasaï-Oriental plaident pour l'augmentation du budget alloué à la santé, tant au niveau provincial que national. Ces ONG dénoncent le sombre tableau de la santé pour la mère et l'enfant en RDC, et particulièrement dans cette province. Le Cnos et le gouvernement provincial ont signé mercredi 24 juillet à Mbuji-Mayi un «Pacte social républicain d'engagement pour la réduction de la mortalité de la mère et de l'enfant».

Ituri: des bandits armés attaquent un véhicule et emportent 38 000 USD. Des bandits armés ont attaqué mercredi 23 juillet un véhicule de transport en commun dans lequel avait embarqué un gérant de la Caisse d'épargne du Congo (Cadeco) sur la route Bunia-Kasenyi en Ituri (Province Orientale). Ce responsable de Cadeco à Kasenyi affirme que les assaillants ont emporté les 35 850 000 francs congolais (38 800 dollars américains) qu'il transportait.

Equateur: la police disperse une manifestation des agents révoqués du cabinet du gouverneur. La police a dispersé mercredi 23 juillet à Mbandaka une manifestation des membres du cabinet du gouverneur. Ces agents protestaient contre leur révocation décidée la veille par le vice-gouverneur, Sébastien Impeto. Ce dernier qui assure l'intérim du gouverneur Koyagialo parti se faire soigner à l'étranger, affirme vouloir réduire l'effectif des agents. Des témoins indiquent que trois personnes ont été blessées dont deux grièvement à la suite de la dispersion de cette manifestation.

Kinshasa : l'Omec dénonce le passage à tabac de 2 journalistes par des policiers. L'Observatoire des Médias Congolais (Omec) condamne le passage à tabac mardi 22 juillet d'un journaliste et d'un cameraman de Molière TV par des éléments de la Police de Circulation Routière (PCR). Ces derniers ont aussi mis à sac les installations de cette chaîne de télévision, accuse l'Omec dans un communiqué publié mercredi. Cette institution appelle les instances politiques et judiciaires compétentes à se saisir de ce dossier afin que soient réparés les préjudices causés. Selon l'Omec, l'incident est survenu au moment où un groupe de transporteurs motos dénonçait les tracasseries dont ils sont victimes de la part des policiers de circulation routière. Ces «Wewa» étaient interviewés et filmés devant le siège de cette chaîne de télévision. Une jeep de la PCR aurait surgi du camp Lufungula et les policiers à bord s'en seraient violemment pris au journaliste et au cameraman. Ils auraient aussi cassé la camera puis, s'introduisant dans la rédaction, ils l'auraient saccagée.

Vendredi 25 juillet.

Kasaï-Occidental : sensible augmentation du taux de criminalité chez les enfants. Le taux de criminalité chez les enfants a sensiblement augmenté dans le Kasaï-Occidental. Le bâtonnier du barreau de Kananga l'a affirmé jeudi 24 juillet à l'occasion de la formation d'une trentaine d'avocats sur la problématique des violences sexuelles et de la justice pour les enfants. Selon Dominique Kamabala, le taux d'enfants détenus est passé de 14 pour 1000 prisonniers en 2013 à 58 en 2014.

Controverse autour de la circulation des taxis-motos à Kinshasa. Un groupe des motocyclistes, communément appelés «wewa», a été à la base d'une altercation mardi 22 juillet à Kinshasa entre quelques éléments de la Police de circulation routière (PCR) et les journalistes de la chaîne de télévision Molière TV. Selon des sources policières, ces conducteurs de moto protestaient devant le siège de ce média privé contre la confiscation de huit de leurs motos, pour diverses infractions, par la police. Ce nouvel incident a relancé le débat sur le bien-fondé de la circulation des taxis-motos, surtout dans les grandes artères de Kinshasa.

RDC : le taux de pension du fonctionnaire pourra être relevé en 2015. La République démocratique du Congo pourra passer du mode d'octroi des pensions aux fonctionnaires, au mode de régime contributif d'ici juillet 2015. Le cabinet allemand GIZ a présenté les études de faisabilité de ce projet jeudi 24 juillet au comité de pilotage de la réforme de l'Administration publique.

CIRGL: un protocole d'accord pour favoriser l'emploi des jeunes. Les 12 pays membres de la Conférence internationale pour la région des Grands lacs (CIRGL) s'engagent à favoriser l'emploi des jeunes dans la région. Ils ont levé cette option, jeudi 24 juillet, à l'issue du sommet sur l'emploi des jeunes à Nairobi (Kenya). Les pays des Grands lacs veulent faciliter les mécanismes de l'octroi des crédits bancaires et l'assistance en faveur des jeunes de la région. Pour assurer le suivi de leur engagement, un secrétariat général du forum des jeunes a été créé. Cette structure aura son siège à Nairobi (Kenya). Les chefs d'Etat du Kenya, Uhuru Kenyatta et celui de l'Ouganda, Yoweri Museveni, ainsi que les ministres représentants les 12 pays membres de la sous-région ont signé cette déclaration solennelle. Pour le secrétaire exécutif de la CIRGL, Alphonse Ntumba Luaba, les jeunes doivent tout d'abord développer l'esprit de créativité et d'entrepreneuriat à leur niveau et s'organiser en associations pour travailler en synergie. Il appelle par ailleurs les Etats de la CIRGL à soutenir ces initiatives en accordant un certain pourcentage du budget au financement des projets des jeunes. (Radio Okapi)

Sud-Kivu: plus de 37 000 enfants vaccinés contre la rougeole à Kahele. L'ONG Médecins sans frontière (MSF/Espagne) a vacciné en trois semaines, plus de 37 000 enfants de zéro à 15 ans contre la rougeole dans l'axe montagneux du territoire de Kalehe (Sud-Kivu). Le coordonnateur de cette structure internationale, Aissani Abdoul, a indiqué que son personnel a rencontré plusieurs difficultés sur terrain pour réussir cette opération: "Nous sommes arrivés dans des villages extrêmement difficiles d'accès, où il fallait marcher à pieds, transporter les vaccins ainsi que les matériels". Il a salué le courage et la ténacité de ses équipes sur terrain. Après la campagne de vaccination, Aissani Abdoul a annoncé les opérations de prise en charge gratuite en faveur des malades de cette partie du Sud-Kivu.

Sud-Kivu : le conseil provincial de sécurité demande à la population d'accepter les FDRL de passage à Walungu. Le conseil de sécurité du territoire de Walungu (Sud-Kivu) invite la population à ne pas céder à l'incitation à la violence contre des ex-rebelles rwandais des FDLR regroupés dans leur site de transit. Au cours de la réunion organisée jeudi 24 juillet, le conseil a fustigé la circulation des tracts appelant les habitants à s'opposer à la présence de ces ex-combattants à Walungu-centre.

Matadi: les policiers de circulation appelés à s'abstenir de toute tracasserie. Le commandant de la Police de circulation routière (PCR) du Bas-Congo, le commissaire principal-adjoint Johnny-Désiré Kamanga, appelle les policiers de circulation routière (PCR) de son bataillon à ne pas tracasser les chauffeurs. Il a lancé son appel, jeudi 24 juillet, au cours de sa première parade, à Matadi, chef-lieu du Bas-Congo. Johnny-Désiré Kamanga appelle au respect strict des instructions en matière de la réglementation routière.

RDC : 5 éléphants tués en un mois dans la réserve du Sankuru. L'Institut congolais de conservation de la nature (ICCN) condamne le braconnage de cinq éléphants en un mois dans la réserve du Sankuru. Selon le coordonnateur de cet institut pour le Maniema et le Kasaï-Oriental, Dieudonné Byaombe, des enquêtes sont en cours pour identifier ces braconniers. Il déplore cependant la complicité de certaines autorités locales dans ces braconnages.

Kisangani : la journée ville morte pour protester contre l'arrivée des FDLR n'a pas été suivie. L'opération «Kisangani ville morte» prévue vendredi 25 juillet dans cette ville n'a pas été suivie. La Société civile avait initié ce mouvement pour protester contre l'annonce de l'hébergement provisoire des rebelles rwandais des FDLR dans la

capitale de la Province Orientale. Pour le maire de la ville, l'échec de cette opération signifie que la population boyomaise est derrière son gouvernement.

Kinshasa : électrification du boulevard Lumumba. L'Agence des grands travaux (AGT) procède à la pose de poteaux d'éclairage public solaire sur le boulevard Lumumba. Ils ont commencé vers l'aéroport de N'djili et sont maintenant à la hauteur du pont N'djili, le long du quartier De bonhomme, dans la commune de Matete. A en croire le Directeur général de l'Agence des grands travaux, Charles Medard Ilunga, le recours à l'Energie solaire est plus avantageux dans l'éclairage de la voie publique.

Un député de Fizi invite l'Etat à dialoguer avec les groupes armés actifs dans ce territoire. Le député national Ambatobe Nyongolo invite le gouvernement à dialoguer avec les groupes Maï-Maï encore actifs dans le territoire de Fizi, au Sud-Kivu. Lors d'un point de presse jeudi 24 juillet à Baraka, l'élu de Fizi a condamné les affrontements entre Maï-Maï Yakutumba et Forces armées de la RDC (FARDC) qui ont fait plusieurs déplacés parmi la population de cette zone. Selon le député Ambatobe Nyongolo, ces habitants ont fui les localités de Yungu, Talama, Kihingizi et Kazimiya. Le député Ambatobe appelle le gouvernement à donner un «signal fort» au groupe Yakutumba pour qu'il y ait un dialogue afin de rétablir la paix d'une manière durable à Fizi. Selon le député, les éléments de Yakutumba s'étaient rassemblés à Katebele en vue de leur désarmement. Mais actuellement, ils sont tous repartis en brousse. (Radio Okapi)

Katanga: Michel Dumond plaide pour le développement de l'agroforesterie de Mukoma. Le modèle d'agroforesterie entretenue au village Mukoma à 23 km de Lubumbashi doit être développé et pérennisé. C'est le souhait qu'a exprimé l'ambassadeur de l'Union européenne en RDC, Jean-Michel Dumond, lors de sa visite mercredi 23 juillet sur ce périmètre agroforestier long de 2 000 hectares. Ce projet, selon lui, permet de répondre au besoin en bois de la population locale sans détruire la forêt. Le besoin de la ville de Lubumbashi en bois énergétique est estimé à 164 mille tonnes de charbon de bois par an. Les environnementalistes estiment que ce besoin est énorme et a pour conséquence, le déboisement. Pour faire face à ce risque environnemental, l'Union européenne finance depuis une année un projet d'agroforesterie au village Mukoma. Le coût du projet s'élève à 3 millions d'euros. Lors de sa visite sur ce périmètre agroforestier, Jean-Michel Dumond, a déclaré : «C'est un projet intéressant, qui permet à la fois de fournir du bois pour les populations de grandes villes, Kinshasa et là en l'occurrence Lubumbashi, dans de bonnes conditions sans provoquer une déforestation puisque les acacias ont des graines qui fertilisent naturellement le sol. Ça permet également de développer les cultures qui permettent à la fois de nourrir la population et de réduire les importations qui proviennent de la Zambie, voire d'Afrique du Sud.» Le diplomate européen a plaidé pour que pareil projet soit pérennisé. (Radio Okapi)

Samedi 26 juillet.

RDC: Denis Engunda élu député de Befale. Denis Engunda Litumba a été élu, vendredi 25 juillet, député national de la circonscription électorale de Befale (Equateur). Ce candidat du Parti démocrate chrétien (PDC) est crédité de 41,02 % de suffrage, après dépouillement des agents de la Commission électorale nationale indépendante. Ce scrutin s'est déroulé dans les groupements de Bolomba, Mompono et dans deux centres de vote du groupement de Lombeolo.

Lambert Mende: «Nous avons besoin de la solidarité des Congolais pour nettoyer leur pays». «Nous avons besoin de la solidarité de tous les Congolais pour nettoyer leur propre pays», a affirmé le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende Omalanga, à son arrivée vendredi 25 juillet à Kisangani (Province Orientale). Il doit s'y entretenir avec des délégations d'organisations de la Société civile au sujet du cantonnement d'anciens rebelles rwandais des FDLR dans la capitale de la Province Orientale.

Kinshasa: les agents de la RVA en grève. Les agents de la Régie des voies aériennes (RVA) observent, depuis vendredi 25 juillet, un mouvement de grève, à Kinshasa. Selon le secrétaire général de la Force syndicale congolaise (FSC), Trésor Kapia, ces agents revendiquent principalement l'annulation de la décision du gouvernement, confiant l'assistance technique de leur entreprise à la firme française Aéroport de Paris Ingénierie (ADPI).

RDC: les ex-FDLR seront en transit à Kisangani pour environ un mois, selon Mende. Le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende a assuré que les ex-rebelles des FDLR ne seront transférés à Kisangani (Province Orientale) que pour environ un mois, avant d'être acheminés à Irebu (Equateur) et le processus de leur relocalisation dans un pays d'asile pourra prendre six mois. Il l'a affirmé samedi 26 juillet au cours d'un entretien avec les délégués des sociétés civiles de la Province Orientale, du Nord et Sud-Kivu ainsi que des représentants socioprofessionnels, à Kisangani.

Kinshasa: l'ex-cimetière de Kasa-Vubu n'est pas loti, selon le clan Teke. Le terrain vide de 2,55 hectares, qui abritait le cimetière de Kasa-Vubu sur l'avenue Saïo à proximité du centre kimbanguiste, subit depuis un certain temps des transformations. Des maçons posent des fondations, des murs s'élèvent et de gros véhicules jettent des

moellons un peu plus loin. Cette situation suscite des interrogations du côté de la population. «Ce n'est pas un lotissement», précise le clan Teke Humbu, qui dit avoir désormais le droit de jouissance sur la concession.

Nord-Kivu: une caravane de paix organisée pour rapprocher les communautés. L'ASBL «Les hommes de Dieu» organise du 26 au 27 juillet une caravane de paix pour rapprocher les communautés, après la défaite de la rébellion du M23, au Nord-Kivu. Cette procession motorisée est partie de la localité de Jomba jusqu'au poste frontalier de Bunagana via la ville de Goma, un parcours de 150 km. Placée sous le thème: «Une autre façon de vivre est possible», cette caravane connaît la participation d'une trentaine des députés nationaux élus du Nord-kivu partis de Kinshasa.

Mbandaka: la majorité s'oppose à la révocation des collaborateurs du gouverneur Koyagiolo. Des partis politiques de l'Equateur membres de la Majorité présidentielle (MP) ont demandé samedi 26 juillet au gouverneur intérimaire, Sébastien Impeto, de retirer ses arrêtés révoquant les membres du cabinet du gouverneur Koyagiolo, en soins à l'étranger. Ces arrêtés revêtent «un caractère anticonstitutionnel», ont affirmé les présidents fédéraux de ces partis au cours d'un point de presse à Mbandaka, auquel ont pris part quelques personnels lésés par ces arrêtés.

RDC: les miliciens Enyele ont-ils attaqué le camp militaire Tshatshi ? Quelques jours après l'attaque contre le camp militaire Tshatshi, le 22 juillet à Kinshasa, l'identité des assaillants et leurs motivations commencent à se préciser. Selon plusieurs sources diplomatiques et sécuritaires sur place, l'assaut avait un but bien précis... Que s'est-il vraiment passé à Kinshasa, le 22 juillet dernier ? Ce jour-là, le camp militaire Tshatshi, quartier général de la Garde républicaine, a été à nouveau attaqué par “un groupe de malfrats”, selon la version officielle. Mais qui sont-ils ? Les autorités congolaises refusent d'avancer des explications plus précises. Même Lambert Mende, le porte-parole du gouvernement, réputé pour sa verve oratoire, botte en touche. Une fois n'est pas coutume, c'est André Kimbuta qui, le premier, va prendre la parole. Quelques minutes seulement après le retour au calme, le gouverneur de Kinshasa pointe les “refoulés de Brazzaville”. Ce qui n'est pas vraiment un hasard, si l'on croit une source diplomatique occidentale basée dans la capitale congolaise. “Depuis quelques semaines, Kinshasa avait des informations selon lesquelles les miliciens Enyele de Udjani Mangbama, refoulés de Brazzaville à la suite de l'opération Mbata ya bakolo (la gifle des aînés) s'apprêtaient à mener certaines actions subversives dans la capitale”, confie-t-elle à Jeune Afrique. “D'autant que leur chef a été tué mi-mai à Brazzaville dans des circonstances encore non élucidées”, ajoute-t-elle. (Jeune Afrique)

Dimanche 27 juillet.

La RDC appelée à sauvegarder ses frontières héritées de la colonisation. Face aux éventuelles tentatives révisionnistes des frontières héritées des colonisations en Afrique, les gouvernants congolais sont appelés à ne pas tomber dans le piège des puissances multinationales. Cet appel a été lancé par Media 7, la Conscience nationale congolaise et l'Institut congolais de recherche et de développement scientifique au cours d'une conférence-débat que ces structures ont organisée samedi 26 juillet à Kinshasa, sous le thème: «La question des frontières africaines, cas de la RDC». Il existe une étude initiée par l'Union africaine et qui risque de toucher à l'intangibilité des frontières africaines, a révélé le responsable de Media 7, Freddy Mulumba. Il pense qu'il est temps de conscientiser les dirigeants congolais face à cette problématique. Il s'agit de «faire pression sur nos dirigeants. Ils peuvent céder sur d' [autres matières]. Mais sur les frontières, qu'ils sachent que les Congolaise doivent être au courant de ce qui se passe. Ils ne peuvent pas engager le pays sans que les Congolais soient au courant», a-t-il affirmé. Le colonel Nestor Lubiku, directeur-chef de service à la commission permanente des frontières de la RDC a présenté l'état des lieux des frontières congolaises, les enjeux géostratégiques des ressources naturelles ainsi que leur gestion. «Les puissances coloniales ont fait leur travail. Mais en nous léguant les frontières, elles nous ont légué certains problèmes, que nous devons résoudre nous-mêmes Africains [...] En négociant et non en nous faisant la guerre», a-t-il proposé. Les frontières en RDC qui sont naturelles sont plus importantes que celles artificielles ou conventionnées, fruit d'une entente entre voisins plus particulièrement au Nord dans le Sud du Soudan et au Sud entre la Zambie de Kaunda et le Zaïre de Mobutu. (Radio Okapi)

Equateur : l'Unadef condamne l'attaque du camp Tshatshi. L'Union nationale des démocrates fédéralistes (Unadef) de Muando Simba a condamné l'attaque du camp Tshatshi qui a eu lieu mardi dernier. Le président de ce parti Muando Simba s'est ainsi exprimé samedi 26 juillet à Kinshasa au cours d'une rencontre avec les jeunes de son parti. Il a aussi félicité la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) pour l'organisation de la législative partielle à Befale en Equateur.

Katanga : l'ADG de la Gécamines révoqué doit être déféré en justice, exige l'UDPS. L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) a exigé que le patron de la Générale des carrières et des mines (Gécamines), Amed Kalej Kant soit déféré en justice après sa révocation. Dans une interview accordée dimanche 27 juillet à Radio Okapi, le secrétaire général chargé de Justice et Droits humains de ce parti d'opposition, Me Astia Mulunda, a estimé que cela permettra « d'éviter l'arbitraire et des règlements des comptes ». Le chef de l'Etat a révoqué la veille le responsable de la Gécamines « pour manquement grave dans l'exercice de ses fonctions ». A en croire la

fédération de l'UDPS/Katanga, le procureur général de la République devrait ouvrir une instruction à son égard. Il a ajouté que « celui qui l'a révoqué devrait aussi dire clairement ce qu'il lui reproche ». (Radio Okapi)

Matadi : la population appelée à collaborer avec la police pour lutter contre les « Kulunas ». Le nouveau commandant de la police de Matadi (Bas-Congo), Joachim Nkindu Za Nsi, invite la population de cette ville à collaborer avec ses éléments pour la lutte contre le phénomène Kuluna. Il a fait cet appel le week-end dernier, lors de la cérémonie de remise et reprise avec son prédécesseur.

RDC : le gouvernement ne négociera pas la relocalisation des ex-FDLR, affirme Lambert Mende. En visite à Kisangani, Lambert Mende a déclaré dimanche 27 juillet que le gouvernement congolais ne négociera pas la relocalisation des ex-rebelles FDLR dans cette ville de la Province Orientale et à Irebu en Equateur. Pour lui, la décision de relocaliser ces ex-combattants rwandais dans ces deux villes relève des prérogatives du gouvernement. Le porte-parole du gouvernement répondait notamment à la société civile de la Province Orientale et de l'Equateur qui s'oppose à la présence de ces ex-FDLR dans ces deux provinces.

Katanga : 18 millions USD pour accroître la production de maïs. International Finance Corporation (IFC), un membre du groupe de la Banque mondiale, a accordé un prêt de 18 millions de dollars américains à Terra et African Milling Company Congo. L'accord a été signé le vendredi 25 juillet à Lubumbashi. Cet argent doit permettre aux deux entreprises implantées au Katanga d'accroître leur production de maïs.

Lundi 28 juillet.

Le gouvernement provincial de Kinshasa interdit la construction des commerces dans les écoles. Le gouvernement provincial de Kinshasa interdit la construction des magasins et points de vente des produits dans les écoles. Le conseil de ministres provinciaux tenu le jeudi 24 juillet indique avoir été informé du phénomène d'envahissement des espaces scolaires par la construction de ces commerces. Pour le gouvernement provincial, cette activité marchande brade le patrimoine des écoles dont elle dénature l'environnement.

Kinshasa : la commune de Selembao présente 44 têtes d'érosions. La commune de Selembao présente quarante-quatre têtes d'érosions. La majorité de ces 561 rues sont majoritairement impraticables. M. Fidèle Mpayi Mumpelle, le bourgmestre de cette commune enclavée de la ville de Kinshasa a indiqué, le week-end, que le caractère montagneux et érosif de sa municipalité et le manque des routes asphaltées constituent un frein majeur pour son développement.

La première vague de 56 expulsés de Brazzaville réinstallée à Lubumbashi. La première vague d'environ 56 expulsés de Brazzaville est arrivée, le week-end dernier, à Lubumbashi dans la province du Katanga. Ces personnes avaient été hébergées dans le centre de transit de Maluku à Kinshasa. Un autre groupe est annoncé dans la capitale provinciale du Katanga dans les prochaines heures. Venus du site de Maluku, ces hommes, femmes et enfants ont été confiés aux différents bourgmestres de Lubumbashi. Ces derniers les ont conduits dans leurs familles respectives. Les expulsés qui sont encore à la recherche de leurs membres de famille sont hébergés au Centre social Bumi de la commune Kamalondo où ils sont pris en charge par la mairie de Lubumbashi. Certains d'entre eux affirment avoir perdu la trace de leurs parents. Ils ont quitté le Katanga depuis plus de 10, voire 20 ans. D'autres sollicitent une assistance financière des autorités pour faciliter leur réinsertion sociale. Le gouvernement provincial du Katanga s'active à rapatrier ceux qui doivent se rendre à Likasi, Kolwezi, Kasumbalesa, Sandoa, Fungurume, Kalemie, Dilolo et autres. (Radio Okapi)

Kasaï-Oriental : un réseau de captage d'eau potable inauguré à Lukalaba. La Fondation Raymond Tshibanda pour le développement a inauguré le week-end dernier un réseau de captage d'eau potable à Lukalaba, une cité située à 60 km de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). Ce projet constitue est destiné aux habitants de cette cité estimés à plus de 50 000. Les travaux ont été financés par le bureau central de coordination BCECO pour un coût global de 200 000 dollars américains.

Maniema : la communauté musulmane appelle les Congolais à l'unité. « Tout musulman doit cultiver l'unité dans sa diversité et dans notre pays rien ne pourra marcher sans l'unité », a affirmé lundi 28 juillet Cheikh Ali Mwinyi, à l'occasion de la fin du Ramadan. D'après lui, le saint coran révèle que l'Islam est la religion de l'unité des peuples. « Vouloir devenir musulman, il faut vivre dans l'unité car notre Dieu est unique, notre religion est unique et notre prophète est unique. Notre livre aussi est aussi unique. Tout celui qui n'a pas cet esprit dans l'islam est considéré comme malade et doit prier pour avoir l'esprit d'unité », a déclaré Cheikh Ali, officiant de la cérémonie de la clôture du Ramadan de la mosquée centrale à Kasuku l'un de cinq sites de la ville de Kindu dans l'est de la RDC. A l'occasion de cette célébration, la ligue des jeunes musulmans pour le réveil de la conscience en a profité pour demander au gouvernement congolais de reconnaître le Ramadan et la fête de sacrifice (Tabaski) comme des jours fériés nationaux. (Radio Okapi)

Nord-Kivu: plaidoyer pour la mise en place d'un cadre permanent de dialogue. Les communautés locales du Nord-Kivu veulent instituer un cadre permanent de dialogue pour la consolidation de la paix dans leur province, en proie à des conflits ethniques et à l'insécurité causée par des groupes armés. Elles l'ont annoncé, dimanche 27 juillet, au terme d'une caravane de paix organisée entre la localité de Jomba et le poste frontalier de Bunagana via la ville de Goma. Cette caravane qui a mobilisé 500 personnes a parcouru 150 km.

Province Orientale: une centaine d'agents de la Ceni s'opposent à leur déploiement. Plus de 100 agents chargés de collecte de données de la cartographie électorale refusent de se rendre à leur site de travail dans les territoires de Bondo et Djugu (Province Orientale). Selon eux, la convention de cette opération n'est pas respectée. Ce que rejettent certains chefs d'antenne de la Ceni, confirmant que tout est fait conformément à la réglementation établie.

Beni: les Fardc et la Monusco sensibilisent les ADF au désarmement volontaire. Les Fardc et la Monusco ont lancé lundi 28 juillet dans le territoire de Beni une opération visant à exhorter les rebelles ougandais des ADF encore réfractaires à déposer les armes. Un hélicoptère de la mission onusienne a largué des tracts dans certains villages, où 200 à 300 personnes seraient prises en otage par ces rebelles. Les Fardc voudraient obtenir, par la même occasion, la libération volontaire de ces otages.

Saccage de Molière TV: le général Oleko annonce l'arrestation de quelques policiers. L'inspecteur général de la Police nationale congolaise (PNC), Jean de Dieu Oleko, a annoncé lundi 28 juillet l'arrestation de certains policiers de circulation routière impliqués dans les incidents d'il y a six jours dans les installations de Molière TV émettant de Kinshasa. Cette chaîne de télévision privée a accusé des agents de la Police de circulation routière (PCR) d'avoir tabassé un journaliste et un cameraman, avant de saccager ses installations.

Kalemie: deux écoles incendiées après publication des résultats de l'Examen d'Etat. Deux écoles secondaires ont été incendiées le week end 25 et 26 juillet à Kalemie (Katanga), après publication des résultats de l'Examen d'Etat édition 2014. Les finalistes mécontents de leurs échecs ont mis le feu aux bâtiments scolaires. Un de ces établissements, l'institut Ngobi Katanga, a enregistré des dégâts importants.

Mardi 29 juillet.

Province Orientale: la Fec exige la réhabilitation du pont Awoo sur la route Mahagi-Bunia. La Fédération des entreprises du Congo (Fec) dans le territoire de Mahagi (Province Orientale) déplore l'état de dégradation du pont Awoo sur la route rationnelle 27 sur l'axe Mahagi-Bunia. Dans une lettre adressée au directeur provincial du Fonds national d'entretien routier (Foner) à Bunia et rendue publique lundi 28 juillet à Mahagi, la Fec indique que cet ouvrage présente un danger permanent pour les usagers. Selon la même source, ce pont n'a jamais été réhabilité malgré plusieurs appels du comité de suivi d'entretien des routes du territoire de Mahagi au Foner.

Province Orientale : la société civile dénonce l'impunité des violeurs à Yanonge. Le président de la société civile de Yanonge, Bernard Bobili, réclame l'arrestation des auteurs de viols dans ce poste d'encadrement administratif de la Province Orientale. Il a demandé lundi 28 juillet aux autorités de la police nationale d'implanter une unité de police spéciale de l'enfance pour lutter contre le viol des mineurs. Il parle de plusieurs cas de viols répertoriés par le service de genre famille et enfant de son entité. Mais il dit attendre le rapport complet de ce service pour avoir le chiffre exact. De leur côté, les responsables de la société civile parle de 10 cas de viol enregistrés en moins d'un mois. (Radio Okapi)

Nord-Kivu : les jeunes saluent les recommandations du sommet de Nairobi. Les chefs d'Etats des Grands Lacs veulent faciliter l'octroi des crédits aux jeunes entrepreneurs. Ils ont pris cet engagement au dernier sommet extraordinaire de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (CIRGL). Cette perspective satisfait le Conseil provincial de la jeunesse du Nord-Kivu. Son président, Guy Kibira, a appelé les gouvernants à s'investir pour la réussite de ce projet qui contribuerait au développement des pays de la région.

Sud-Kivu: affrontements entre Fardc et miliciens Yakutumba sur la presqu'île d'Ubwari. Des combats ont opposé mardi 29 juillet dans la matinée des militaires congolais aux miliciens Maï-Maï Yakutumba sur la presqu'île d'Ubwari dans le territoire de Fizi (Sud-Kivu). Des sources officielles de l'armée indiquent que les miliciens ont attaqué une position des Forces armées de la RDC à Some. Une autre attaque a été signalée dans la région la veille. Des militaires en provenance de Baraka qui se rendaient à Kazimia ont été attaqués par des combattants de la même milice. Les activités ont été paralysées dans la matinée avant de reprendre dans la soirée.

Relocalisation des FDLR: « journée ville morte » observée dans 5 territoires de la Province Orientale. La journée ville morte décrétée par la société civile du Haut Uélé a été suivie ce mardi 29 juillet dans cinq territoires de ce district de la Province Orientale. Les marchés, boutiques et entreprises privées n'ont pas ouvert à Wamba, Faradje, Dungu, Niangara et Rungu. Seuls les services étatiques, les pharmacies et les structures médicales et les cabines de recharge téléphonique ont ouvert. Mais le mot d'ordre n'a pas été suivi dans le territoire de Watsa.

Equateur : les actes du vice-gouverneur sont légitimes, soutient la coordination de la MP. La Coordination provinciale de la Majorité présidentielle (MP) de l'Equateur soutient les actes posés par le vice-gouverneur Sébastien Impeto. Il avait, dans une circulaire datée du 16 juillet, demandé « à tous les membres du cabinet du gouverneur de la province, tant le personnel politique que d'appoint, de rester à la maison jusqu'à nouvel ordre ». Dix neuf partis politiques de cette plate-forme invitent tout le monde au respect de l'autorité établie. Samedi dernier, quelques partis se réclamant de la même famille politique s'étaient opposés à cette décision du vice-gouverneur.

Mbuji-Mayi: les candidats malheureux à l'examen d'Etat incendient leur école. Des élèves ayant échoué à l'examen d'Etat 2014 ont incendié lundi 28 juillet les bureaux de leur école, l'Institut Nkeshu, une école du réseau catholique, située dans la commune de la Muya à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). Des manuels scolaires et des dossiers personnels des élèves ont été incinérés, et quelques matériels emportés.

RDC: le PPRD est favorable à la révision constitutionnelle, selon Evariste Boshab. Réviser la constitution, «c'est aussi la respecter», a déclaré mardi 29 juillet le secrétaire général du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), Evariste Boshab, donnant ainsi la position officielle du premier parti de la majorité au pouvoir sur cette question qui fait débat en RDC depuis quelques mois. Cette révision peut se faire par voie référendaire, a-t-il indiqué, réaffirmant aussi la volonté du PPRD d'aller aux élections locales et municipales programmées par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) en 2015.

Katanga : des exploitants forestiers dénoncent l'exploitation illicite du bois à Nkala. A deux jours de l'ouverture de la coupe du bois au Katanga, certains exploitants forestiers de la chefferie de Basanga, dans le territoire de Kambove (Katanga) dénoncent l'exploitation illicite du bois rouge à Nkala. Ils ont affirmé, mardi 29 juillet, que ces bois sont déposés dans les entrepôts à Lubumbashi avant d'être expédiés en Asie. Plusieurs autres sources renseignent que l'exploitation illicite de ce bois est exercée depuis janvier 2013 à Nkala, l'une de réserve de cette essence de bois. « L'exploitation du bois rouge est interdite sur toute l'étendue de la province du Katanga. A notre grande surprise, il y a un député qui en exploite depuis janvier », a affirmé un exploitant forestier. Des sources concordantes indiquent que c'est environ 2 000 m³ de bois qui sont entassés en plus de quatre-vingts tas dispersés dans la brousse à plus de 30 km de Lwambo sur la route Lwambo-Bunkeya. Ceux qui sont dans l'exploitation légale du bois disent avoir du mal à évacuer leurs produits. Ils disent attendre l'ouverture de la période de la coupe du bois pour les amener à Lubumbashi. (Radio Okapi)

Province Orientale : des civils remettent volontairement des armes aux autorités locales à Mahagi. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) qui a livré ce chiffre lundi 27 juillet a indiqué que les personnes qui rendent ces armes reçoivent en contrepartie des motos, des pagnes, des moulins et des tôles. Cette opération qui a commencé lundi 20 juillet prendra fin le 10 août. Le PNUD qui finance le désarmement volontaire des civils compte récupérer huit cents armes légères.

RDC : une épidémie "touche à sa fin" (MSF). "Une épidémie de fièvre typhoïde touche à sa fin dans la zone de santé d'Ilebo, en province du Kasaï Occidental", indique Médecins sans frontières, qui s'est lancée dans une "véritable bataille contre la maladie" en assurant la "prise en charge gratuite des malades". Pour l'heure, "97% des cas" ont été "traités et guéris", indique MSF après avoir organisé "plus de 13.000 consultations, soigné près de 4.000 cas suspects de fièvre typhoïde, hospitalisé près de 500 patients et assuré 36 interventions chirurgicales". Avant cette intervention, la fièvre typhoïde avait déjà tué 25 personnes dans la province. L'an dernier, à la même époque, MSF avait pris en charge "plus de 1.700" malades. (Le Figaro)

Mercredi 30 juillet.

La faible présence de la police occasionne l'insécurité dans la périphérie de Kinshasa. Plusieurs quartiers périphériques de la ville de Kinshasa manquent de commissariats de police. Leurs habitants sont ainsi exposés à une insécurité qui tend à se pérenniser. Là où les commissariats existent, les moyens nécessaires pour intervenir sur le terrain sont limités. Conséquence : la police intervient rarement lorsqu'elle est sollicitée dans ces quartiers surtout la nuit.

Pweto : la situation sécuritaire sur l'axe Kilwa-Lukonzolwa s'est améliorée. La situation sécuritaire sur le tronçon Kilwa- Lukonzolwa dans le territoire de Pweto (Katanga) s'est améliorée depuis quelques mois, a indiqué mardi 29 juillet le chef de secteur de Moero, Shadrack Kazembe. Cette situation s'est améliorée grâce aux efforts des Forces armées de la RDC qui ont neutralisé les miliciens Maï-Maï qui opéraient dans cette zone depuis plusieurs années, a-t-il affirmé.

Après Kalemie et Mbuji-Mayi, les élèves recalés à l'examen d'Etat incendient à Kamina. Des candidats malheureux aux épreuves de l'Examen d'Etat ont incendié lundi 28 juillet deux bureaux du service de contrôle et de la paie des enseignants (Secope) et du bureau de la sous-division de l'Enseignement primaire secondaire et

professionnel (EPSP) ainsi qu'un véhicule. Ils manifestaient leur mécontentement après la publication des résultats de ces épreuves qui sanctionnent la fin des études secondaires en RDC.

Nord-Kivu : la DGM rappelle aux étrangers l'obligation d'avoir un visa de séjour. Le visa de séjour est impératif pour tous les étrangers en séjour dans la province du Nord-Kivu. Le responsable de la Direction générale des migrations (DGM) du Nord-Kivu, Muhiya Kahozi, l'a expliqué mardi 29 juillet lors d'un point presse organisé à Goma. Muhiya Kahozi a indiqué que les accords signés dans le cadre de la Communauté économique des pays des Grands lacs (CEPGL) garantissent la libre entrée et la libre circulation des populations dans les trois pays membres, mais chaque pays détermine les conditions de séjour ou de travail sur son territoire.

Parmi les pays limitrophes de la RDC dans sa partie Est, les Rwandais et les Burundais ne paient pas de visa d'entrée en RDC dans le cadre de la CEPGL, a-t-il précisé. Ce qui n'est pas le cas pour les Ougandais, les Kenyans ou les Tanzaniens qui sont, eux, assujettis au visa d'entrée. En revanche, tous ceux qui viennent pour travailler ou exercer du petit commerce ou étudier en RDC sont soumis au visa de séjour, qui fait office de visa de travail pour le moment. Cette mesure s'applique pour tous les étrangers, qu'ils soient de la CEPGL ou non, a poursuivi Muhiya Kahozi. (Radio Okapi)

Kinshasa : des locataires de maisons de l'INSS se plaignent du coût élevé du loyer. Des locataires de maisons et appartements appartenant à l'Institut national de sécurité sociale (INSS) se disent essouffés par le coût élevé de leurs loyers. Il y a une année, l'INSS a revu ces loyers à la hausse, le multipliant parfois par cinq. L'entreprise impose en outre à ces locataires des pénalités en cas de retard de paiement. De son côté, le directeur de la gestion immobilière à l'INSS affirme que son entreprise agit selon les dispositions prévues en la matière.

Ituri: des militaires accusés d'avoir tué 3 jeunes hommes pris pour des miliciens. Trois jeunes hommes ont été abattus dimanche 27 juillet en fin de matinée par un groupe de militaires à Mukoro dans la collectivité de Walendu Bindi en Ituri (Province Orientale). Selon le président de notables de Walendu Bindi, Akobi Chrisante, qui a livré cette information mardi à Radio Okapi, les militaires ont pris les jeunes gens pour des miliciens de la FRPI. Ces jeunes hommes âgés respectivement de 18, 17 et 14 ans chassaient dans la brousse. A en croire le président de notables de Walendu, ils ont vu s'avancer vers eux des militaires pendant qu'ils inspectaient leurs pièges au gibier. A l'approche des soldats, les trois jeunes gens se sont enfuis. Les militaires leur auraient alors tiré dessus. Les trois jeunes sont morts sur le coup. (Radio Okapi)

Kisangani : des hommes armés attaquent un camp militaire à Buye, 3 morts. Une cinquantaine d'hommes armés ont attaqué vendredi dernier le camp militaire de Buye en territoire d'Ango (Province Orientale). Des sources sur place ont indiqué mardi 29 juillet que le bilan de cette attaque a fait trois morts, trois blessés, une personne enlevée et plusieurs biens de valeur emportés. D'autres attribuent cette attaque aux rebelles ougandais de la LRA.

Walikale : la société civile exige la libération de ses membres arrêtés depuis une semaine. Le premier vice-président et le premier rapporteur la société civile de Walikale ont été arrêtés depuis une semaine dans ce territoire du Nord-Kivu. Ils sont accusés d'incitation à la révolte et de complicité avec les Maï-Maï de Cheka. Dans un mémorandum adressé à l'administrateur du territoire le 26 juillet dernier, d'autres organisations citoyennes de ce coin exigent leur libération sans conditions.

Kolwezi: les vendeuses de pagne accusent les grossistes chinois de vendre au détail. Les vendeuses de pagnes du marché central de Manika, à Kolwezi (Katanga), accusent les grossistes chinois de se livrer eux aussi à la vente au détail. Au cours d'une manifestation mardi 29 juillet, ces vendeuses affirment que ces Chinois envoient leurs travailleurs vendre des pagnes sur le marché, au même prix que les détaillants, leur livrant ainsi une concurrence déloyale.

RDC: Opienge est une «zone sinistrée» et nécessite des interventions urgentes, selon Ocha. Le poste d'encadrement administratif d'Opienge à plus de 400 Km à l'est de Kisangani est une «zone sinistrée» et nécessite des interventions urgentes, a indiqué mercredi 30 juillet le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) à Kisangani. Selon un récent rapport de cette agence onusienne, près de vingt mille déplacés ayant fui les atrocités des groupes armés notamment dans les collectivités de Bakumu d'Angumu et de Balobe vivent dans des conditions déplorables dans cette zone difficile d'accès.

Kinshasa: le cimetière de Kintambo reçoit encore des morts 16 ans après sa fermeture. Des corps continuent à être enterrés dans le cimetière de Kintambo, pourtant officiellement fermé depuis 1998. Les conditions d'inhumation des corps dans ce nécropole, sensé ne plus avoir d'espaces disponibles, laissent à désirer. Les morts sont parfois empilés les uns sur les autres.

Bunia: bras de fer entre deux associations des taximen-moto. Un conflit oppose l'Association des taximen-moto de l'Ituri, (Atamou), qui revendique le monopole dans ce domaine dans ce district de la Province Orientale, et l'association des Taximotos et Voitures (Atamov). Cette dernière a vu le jour à Goma au Nord Kivu et cherche à

s'implanter en Ituri. Pour les départager, le commissaire de district a pris la décision de fusionner les deux associations pour éviter des altercations entre leurs membres. Mais le comité directeur d'Atamov rejette cette instruction, qui selon lui, viole le principe de la liberté d'association garanti par la constitution de la RDC.

Jeudi 31 juillet.

RDC: l'Etat ne prend plus en charge les frais de tenue des comptes salaire des fonctionnaires. Les frais de tenue des comptes salaire sont désormais supportés par le fonctionnaire titulaire du compte et non plus par le Trésor public. Le montant fixe qui est désormais défalqué de la rémunération de tous les agents de l'Etat dont le salaire de base est égal ou supérieur à 100 dollars américains est 3 348 francs congolais (3.6 dollar américain). Cette disposition, qui est entrée en vigueur à partir de la paie du mois de juillet, suscite un tôle dans les milieux des fonctionnaires.

RDC: Kin-kiey Mulumba crée «Kabila Désir» pour soutenir la vision du chef de l'Etat. Le ministre des Postes, Téléphone, Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (PTNTIC), Kin-kiey Mulumba, a annoncé mercredi 30 juillet la création de l'association «Kabila Désir». Il explique qu'il s'agit pour lui d'exprimer son «coup de cœur» pour l'actuel président de la République, Joseph Kabila Kabange, dont la vision mérite, selon lui, d'être bien communiquée au peuple congolais. «Voilà un pays qui a été à la dérive pendant des décennies, avec une monnaie au taux du jour, une inflation à quatre chiffres, et voici un homme, Kabila, qui arrive dans les conditions que vous connaissez, et qui redresse tout. Et quand on regarde tout ce qui se raconte autour de cet homme, nous sommes dans une sorte de négationnisme. Je trouve qu'un devoir de vérité s'imposait et j'ai voulu exprimer un cri de cœur», soutient-il. Le ministre dit exprimer ainsi son «envie de Kabila». Il affirme vouloir fédérer les Congolais qui ont la même envie, selon ses dires. Depuis plusieurs mois, Kin-kiey Mulumba mène une campagne médiatique avec les slogans «Kabila, posa na yo esili te» [Kabila, notre envie de toi n'est pas finie] ou encore «Kabila, totondi yo nanu te» [Kabila, nous ne sommes pas encore rassasiés de toi], publiés dans plusieurs journaux paraissant à Kinshasa parmi lesquels Le Soft International, dont il est le propriétaire. Dans sa déclaration publiée à l'occasion du lancement de son association, on peut notamment lire: «Jamais pourtant, de l'avis unanime, depuis l'indépendance de notre pays, le Congo n'a eu un dirigeant aussi visionnaire que Joseph Kabila Kabange réalisant autant de résultats pour son Peuple depuis son avènement à la tête du pays dans un contexte que tous savons des plus difficiles. [...] Alors s'impose au Congo un devoir de vérité: le Congo qui retrouve la respectabilité a envie de Kabila dans sa majorité.» (Radio Okapi)

Examen d'Etat: des policiers pour éviter les manifestations des candidats malheureux à Idiofa. Des unités de police du district de Loange ont été déployées mercredi 30 juillet dans les écoles techniques de la cité d'Idiofa, au Bandundu. Selon le commandant de la police du district, ces policiers ont été déployés pour éviter le débordement des élèves qui ont échoué dans les épreuves de l'examen d'Etat. Après la publication de ces résultats, des candidats malheureux s'en sont pris aux responsables de leurs écoles. D'autres ont vandalisé leurs établissements.

Nord-Kivu: les autorités coutumières s'inquiètent du départ des casques bleus de Kashebere. Les autorités coutumières de Walikale s'inquiètent du départ des casques bleus de la Monusco de la localité de Kashebere dans le groupement de Luberiki, en territoire de Walikale (Nord-Kivu). C'est depuis le début de cette semaine que les casques bleus sud-africains de la brigade d'intervention de la Monusco qui y étaient déployés sont en train d'être redéployés à Pinga.

Ituri: des miliciens FRPI accusés d'exactions contre des civils à Walendu Bindi. Des miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) sont accusés d'avoir commis plusieurs exactions contre les populations civiles dans la collectivité de Walendu-Bindi, en district de l'Ituri (Province Orientale). Des habitants de la région les accusent notamment d'avoir violé, dimanche 27 juillet, une femme de 20 ans dans la localité de Kitoma.

Bas-Congo: inquiétudes après l'instauration du péage sur les routes de desserte agricole. Le Cercle des élites pour la promotion des valeurs du Congo (CEPVC) s'inquiète de l'instauration par le gouvernement du Bas-Congo des postes de péages sur toutes les routes provinciales de desserte agricole. Pour le Pasteur Nsimba Dinzau, président de cette ONG, le poids de ces taxes risquent de peser sur la population. Il demande au gouvernement provincial de revoir cette décision.

Bukavu: plaidoyer pour la poursuite du procès de l'assassinat de Pascal Kabungulu. A l'occasion du neuvième anniversaire de la mort du défenseur des droits humains Pascal Kabungulu, l'association dont il était le secrétaire exécutif « Héritiers de la justice » réclame la poursuite du procès sur cet assassinat. L'activiste des droits de l'homme avait été tué à son domicile le 31 juillet 2005, à Bukavu. Neuf ans après cet assassinat, son association se demande pourquoi le procès ouvert quelques jours après le crime n'avance plus.

Katanga: un activiste jugé pour avoir appelé les pygmées à se libérer de la domination bantoue. Le coordonnateur de l'ONG de défense des droits de l'homme Voix des minorités indigènes (VMI), Georges Mbuyi, est jugé par le tribunal de grande instance de Kalemie pour incitation à la haine tribale. Le ministère public l'accuse

d'être à l'origine des violences qui ont opposé les communautés pygmées et bantous dans le district du Tanganyika durant le mois de juillet, en appelant les pygmées à se libérer de la domination bantoue.

RDC bien cotée par l'OACI. La RDC ne figure plus sur la liste des pays à problèmes graves de sécurité dans le secteur aérien, a annoncé mercredi 30 juillet à Kinshasa, le directeur général adjoint de l'Organisation de l'aviation civile internationale/Afrique de l'Est et centrale (OACI), Gaoussou Konate. Selon lui, la RDC a déjà résolu les deux problèmes graves de sécurité constatés par l'audit de l'OACI en janvier 2013, en procédant à l'amélioration de l'état de fonctionnement des aides à la navigation aérienne et la certification des compagnies aériennes opérant en RDC.

La RDC prend des mesures préventives contre la fièvre d'Ebola. Le ministre de la Santé publique, Félix Kabange, a appelé jeudi 31 juillet la population congolaise à observer des mesures d'hygiène stricte, notamment le lavage systématique des mains, pour prévenir toute contamination par le virus Ebola qui sévit en Afrique de l'ouest. Même si aucun cas d'Ebola n'a été jusqu'ici détecté en RDC, le ministre Kabange et différents partenaires du secteur de la santé ont arrêté des mesures préventives au cours d'une réunion de crise tenue à Kinshasa.

Environ 30 000 réfugiés angolais vivant en RDC seront rapatriés. Près de trente mille anciens réfugiés angolais vivant sur le sol congolais seront rapatriés dans leur pays à partir du 28 août prochain. La porte-parole du Haut commissariat pour les réfugiés (HCR), Celine Schmitt l'a annoncé jeudi 31 juillet à l'issue d'une réunion tripartite entre son organisation, la RDC et le Rwanda. Par ailleurs, environ 18 000 angolais ont opté pour l'intégration locale en RDC, a ajouté Celine Schmitt qui a souligné que 12 000 ont déjà reçu leurs cartes de résidence temporaire.

RDC: rassemblement lundi contre la révision de la constitution. Trois partis de l'opposition ont appelé les Congolais à se réunir lundi sur une grande place de Kinshasa pour dénoncer tout projet de révision de la constitution qui permettrait au président Joseph Kabila de briguer un troisième mandat. Nous lançons un appel à la population de Kinshasa à venir nombreux assister à un meeting populaire de sensibilisation que nous organisons le lundi 4 août 2014 à la place Sainte-Thérèse de Ndjili (est de Kinshasa), indique la déclaration des opposants lue mardi après-midi à la presse. La déclaration est signée par l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) d'Etienne Tshisekedi, principal opposant; l'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe, ancien proche collaborateur de M. Kabila; et l'Engagement pour la citoyenneté et le développement (Ecidé) de Martin Fayulu, l'un des fers de lance de la lutte contre la révision constitutionnelle. Conformément à la constitution, les organisateurs ont prévenu le gouverneur de Kinshasa, André Kimbuta, de leur rassemblement, en précisant qu'il visait à débattre avec la population (...) plus principalement de l'inopportunité de la révision constitutionnelle. La lettre, dont l'AFP a eu copie, a également été adressée pour information au ministre de l'Intérieur, Richard Muyeji, et au chef de la Mission de l'ONU en RDC (Monusco). Depuis les élections présidentielle et législatives contestées de 2011, de nombreux rassemblements de l'opposition ont été interdits par les autorités ou ont été empêchés, parfois violemment, par la police. Cependant, les opposants se sont dits déterminés à maintenir leur réunion. La présidentielle de 2011 a été remportée par le chef de l'Etat sortant, M. Kabila. Selon la constitution actuelle, il ne peut briguer un troisième mandat d'affilée mais l'opposition soupçonne son camp de manoeuvrer pour qu'il se maintienne au pouvoir au-delà de 2016. (AFP)